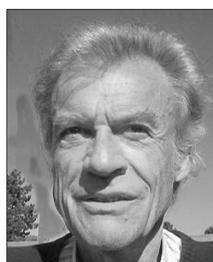


Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
 Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## La neutralité – fondement de l'autonomie suisse

par Hans Bieri\*



Hans Bieri  
 (photo Schweizer  
 Bauer)

Ces jours-ci, notre engagement continu pour la sécurité de ravitaillement de la Suisse et ses habitants nécessite notre engagement déterminé pour la neutralité intégrale de la Suisse.

Cependant, cette nécessité se heurte au fait que la neutralité suisse est de plus en plus contestée. Il existe des partis résolument bellicistes essayant de stigmatiser, dans un conflit, la position neutre. Ils la font passer pour une présumée «aide à un parti adverse», reproches attaquant directement la neutralité globale suisse.

Si on s'en prend aux déclarations de la Croix Rouge, déclarations décidément divergentes de celles divulguées par un parti belliciste, on se trouve donc au milieu d'une guerre de propagande, visant également la neutralité, notamment la nôtre, celle de la Suisse.

### Attaque contre un fondement du concept de l'Etat

Actuellement, on ne s'en prend pas à la Suisse en tant qu'Etat agressé mais surtout à un pilier étatique suisse. La non-participation est assimilée à un soutien de l'agresseur.

En effet, généralement toute partie en guerre détourne les antécédents du conflit armé ainsi que le droit vers son côté afin que l'adversaire soit le coupable. C'est la perspective officielle répandue par tout parti engagé dans une guerre.

Le neutre, par contre, n'est pas soumis à la perspective d'un parti en guerre. Il peut et doit considérer le conflit sous plusieurs angles. Ce qui le met dans l'avantage d'une vue plus complète sur le conflit et les facteurs l'ayant engendré, éléments historiques propres aux partis engagés dans la guerre voulant précisément les dissimuler.

Il en résulte que la position neutre est supérieure à la perspective partisane. Elle est plus proche des réalités en lui permettant de repérer des voies autres et diverses.

Naturellement, c'est un fait que les partis puissants, conscients de leur suprématie, n'attendent pas les solutions du conflits issues du camp neutre. C'est pourquoi ils ont tendance à considérer la position neutre comme superflue.

Quant à la Suisse par contre, face à son histoire et sa position dans le monde, la neutralité intégrale est toutefois indispensable.

C'est pour cette raison qu'au cours de l'année, le 29 novembre 2022, nous avons réalisé un symposium concernant la neutralité suisse, notamment par rapport au sujet de la sécurité de ravitaillement que l'Etat est censé garantir à la population. Le fait que la Guerre du Sonderbund suisse ait pris fin, il y a 175 ans, exactement à cette date, le 29 novembre 1847, n'est pas purement fortuit. Ce dernier conflit armé entre les Suisses eux-mêmes nous rappelle que, dans l'histoire des 700 ans d'existence de la Confédération Suisse, le lien entre la neutralité et la capacité de contribuer activement aux processus de paix, internes et externes, ainsi que de les encourager, sont intimement liés.

La Suisse a conquis son statut de neutralité intégrale avec persévérance, allant de pair avec celle qui était la racine de son développement économique étonnant à partir de bases très modestes, tout cela en tant que petit Etat au milieu de l'Europe. La Suisse en tant



Participants au podium lors du symposium de la SVIL du 29 novembre 2022: de gauche à droite: Peter Bisong, Dr René Roca, Dr Christoph Blocher, Prof. Dr Mathias Binswanger, Alexandre Lambert. (Photo ev)

qu'entité politique et démocratie stable, avec la capacité éprouvée de garantir à ses habitants sa propre économie, ouverte au marché mondial, est le résultat d'un processus politique intensif de développement de la culture. Cette évolution et ses résultats prennent tout leur poids face à notre actualité, notamment vues leur faillances inquiétantes dans les développements européens.

### L'an fatidique de 2014: la contribution de la Suisse neutre au sein de l'OSCE

En 2014 déjà, la proposition de la Suisse pour sécuriser la situation en Ukraine a été combattue à tort par un des partis engagés dans la guerre. A cause de sa position neutre, la Suisse se trouvait de plus en plus dans le collimateur d'un tir de calomnies et de harcèlement massif. En 2014, suite aux événements en Ukraine (tir massif d'une partie de sa propre population) avait été perpétré un crime de guerre. Cette situation (négociations et décisions) ont abouti à l'accord de Minsk.

Dans ce processus, la Suisse neutre a joué un rôle important, notamment par sa proposition de «cantonalisation» des provinces de l'Ukraine de l'Est. Mais au lieu d'être réalisée, cette solution a été réfutée par les Etats-Unis.

Après coup, les signataires du côté occidental se sont même vantés d'avoir signé le traité de Minsk pour le seul motif de gagner du temps en vue de l'armement militaire de l'Ukraine contre la Russie.

### Le développement d'un conflit international et le point de vue neutre

La neutralité exige une observation attentive et permanente du développement des conflits. La neutralité est tout autre que le «retrait opportuniste dans une niche politique» de la part d'un Etat «autosuffisant» – comme on le lui reproche aujourd'hui pour le forcer à y renoncer. D'après les concepts américains, leur «coalition de bonne volonté» ne tolère que le rattachement inconditionnel au parti de guerre dominant tout en diabolisant l'attitude neutre. Car l'attitude neutre, motivée par la quête de sorties de l'irresponsabilité de la guerre, repose sur l'idée de base des vrais libéraux. En effet seule la compréhension réelle des processus de conflit permet de s'émanciper de l'état de dépendance intellectuelle dans laquelle le parti belliciste essaie de nous garder! La position neutre permet un dépistage précoce de débordements de violence de certains acteurs avant que le conflit éclate. C'est aussi l'idée fondamentale de l'OSCE: maintenir, après la dissolution du Pacte de Varsovie, l'ordre européen et le tenir en équilibre afin qu'aucun participant se sente menacé!

Cet acquis de l'OSCE comme dividende de paix n'a jamais intéressé les Etats-Unis.

En 1993 déjà, l'état-major suisse s'est rendu compte que, si les Etats-Unis, par le biais de l'OTAN, continuent à installer leurs infrastructures militaires en Pologne et en Roumanie (ces dernières dirigées vers l'Est), un conflit avec la Russie sera inévitable. A l'époque, les Etats-Unis ont prétendu que leurs bases de missiles en Europe de l'Est servaient à les défendre contre ceux érigés à l'Iran. A la suite du coup d'Etat à Kiev et défaillance à la parole d'honneur (adoptés dans la convention du 21 février 2014) à réaliser les élections démocratiques en les annulant par le coup d'Etat, la Russie a occupé la Crimée en 2014, une Crimée (sous administration ukrainienne!) qui s'est vue ajouter au réseau des 800 bases militaires entretenues par les Etats-Unis partout sur le globe. Lors de l'occupation du Kosovo et de l'aménagement de la base militaire américaine *Bondsteel*, la déontologie de l'OSCE a déjà été rompue rendant évidente son incapacité à imposer ses propres accords.

Sous la protection de ce genre d'«ordre basé sur les règles», en réalité basé sur tout sauf sur la loi internationale en vigueur, et dans le but d'une expansion l'OTAN vers l'Est, ses instigateurs se sont servis de conflits ethniques, religieux et économiques pour imposer des conflits à partir de l'extérieur.

En 2012, les championnats européens de football eurent eu lieu dans plusieurs villes de Pologne et d'Ukraine. Et à peine deux ans plus tard, en 2014, l'armée ukrainienne a détruit l'objet majeure de la fierté de la population, l'aéroport de Donezk, déclenchant ainsi sa terreur sans cesse au sein de la population russophone en Ukraine de l'Est, manifestant sa volonté et sa force destructives. A l'encontre des accords – soussignés par l'Allemagne aussi – les élections n'eurent pas eu lieu, le gouvernement élu légitimement à Kiev a été renversé et un gouvernement illégitime a été mis en place. Avec la violence et des crimes perpétrés dans le contexte du Maïdan, non élucidés jusqu'à présent, le peuple et le Parlement ont été terrorisés, les structures de commandement dans l'armée ont été changées et toute opposition politique interdite. Kiev a édicté des décrets interdisant l'usage de sa propre langue à la population parlant russe et en interrompant les prestations sociales dans les provinces de l'est, mesures de violence ayant abouti au climat de terreur criminelle régnant. Tout cela a été accompagné de tirs ciblés sur les zones d'habitation des concitoyens par l'armée d'état ukrainienne.

### Légitime défense imposée

Les reproches à l'égard de la Russie d'avoir occupé la Crimée existent. Mais de quel droit

l'armée et le gouvernement ukrainien peuvent-ils tirer sur des lotissements d'habitation de leur propre population, pendant des années et engendrant la mort de 13000 êtres humains?

Dans ce contexte, ces actions du gouvernement et de l'armée ukrainiens constituent des crimes de guerre, de même qu'avec le recours à ce genre de terreur d'Etat, l'Ukraine a incontestablement défié la Russie de protéger la population proche d'elle culturellement. Ces provocations durables et ciblées ont finalement conduit à l'intervention militaire de l'armée russe dans le territoire ukrainien. Dans ce contexte, il faut noter que cette intervention s'est produite après d'urgentes sommations de la Russie aux Etats-Unis à révéler les véritables intentions liées à l'armement de l'Ukraine et le but du rassemblement de troupes d'insurgés aux frontières des provinces de l'Est. La Russie a aussi demandé aux Etats Unies de participer enfin à la quête d'une solution par la voie des négociations. Cette requête urgente de la Russie, faite fin 2021, n'a jamais trouvé de réponse de la part des Etats-Unis! Or l'auto-défense ainsi imposée à la Russie par l'alliance des Etats-Unis, l'OTAN et l'UE, constituerait pour leurs gouvernement un fait plus sérieux que de couvrir des zones d'habitation civile de tirs systématiques et d'armes lourdes. Car c'est ainsi que l'armée ukrainienne a traité une partie de son propre pays et ses habitants, et ceci pendant des années.

Aujourd'hui, un débat est soulevé au sujet de la guerre menée en réalité par les Etats-Unis et la Grande Bretagne contre la Russie sur le territoire de l'Ukraine. Les uns disent que c'est la faute à la Russie – plus exactement que sa faute résiderait dans la violation de la frontière ukrainienne par l'avancée de la Russie, le 24 février 2022. Les antécédents du conflit, résumés ci-dessus, sont ainsi effacés et remplacés par ces reproches. Ils sont accompagnés de présomptions affirmant que cette guerre était le résultat de la politique d'agression de la Russie guidée par un autocrate. Et que, dès lors, l'OTAN devrait empêcher la Russie d'agresser d'autres Etats. Cette présentation de la réalité est aussi peu concluante que la prétention que l'avancée de l'OTAN contre la Russie aurait comme but de se défendre contre la menace iranienne dans sa tentative d'esquiver les accords de l'OSCE. Autrement dit, l'analyse raisonnable et les arguments étayés par les faits sont éclipsés, voire éliminés. Devant l'évolution du conflit, construite pendant des années à petits pas, se dessine donc en toute évidence l'aspiration de puissance à dimension géostratégique et le droit du plus fort. La dissolution du *Pacte de Varsovie* est prétendument comprise comme la défaite avouée de la Russie la réduisant aux dimensions de puissance régionale. Une fois de plus, la guerre se nourrit des aspirations du plus puissant et de sa volonté d'imposer ses prétentions de suprématie par voie militaire.

Nous revenons ainsi au néo-impérialisme et à une régression de l'équité des droits de tous les peuples (un concept sous la suprématie «basée sur des règles des valeurs occidentales»). Nous voilà donc face à une nouvelle tentative de propager une suprématie à caractère néocolonial et mondialiste. C'est apparemment cela qui se cache sous la devise trompeuse de défendre « les valeurs occidentales », économiquement et de façon unilatérale, à laquelle appartiendra la «station-service, octroyée à la Russie depuis les années nonante» (John McCain).

\* Le texte fait partie du rapport de gestion de l'Association suisse de l'industrie et de l'agriculture (ASIA) pour l'année 2022, publié en juin 2023. Hans Bieri, arch. dipl. ETH/SIA, professionnel d'aménagement du territoire, est directeur et président de l'ASIL.

## Oui à la neutralité et la paix – Non à l'OTAN et aux va-t-en guerre!

par Sevim Dagdelen



Sevim Dagdelen  
(photo Wikipédia)

hd. Lors de la réunion «Neutrality: Who Cares?» tenue le 24 juin 2023 à Dublin, M<sup>me</sup> Sevim Dagdelen, députée du parti «Die Linke» au Bundestag allemand et membre de la commission du Parlement chargée de la politique étrangère, a été l'invitée des députés européens irlandais Clare Daly et Mick Wallace. A cette occasion, elle a prononcé le discours suivant. Il montre qu'une partie de la gauche européenne a pris conscience de l'importance de la neutralité. Outre le discours de Sevim Dagdelen, celui de Clare Daly (en version originale anglaise) est également accessible, sur YouTube sur <https://www.youtube.com/watch?v=hc-awrUb4gY>.

La guerre en Ukraine fait chaque jour des victimes. Nous autres citoyennes et citoyens allemands sommes sous la tutelle de soi-disant «experts» militaires, dont M<sup>me</sup> Florence Gaub, directrice de recherche au «Nato Defense College» fait partie, qui déclarent publiquement qu'il ne faudra pas plaider en faveur d'un cessez-le-feu ou de négociations de paix parce que «les conflits ont leur «horloge interne» et qu'un cessez-le-feu deviendra option viable quand l'heure aura sonné».

A ce stade, nous répondons à ces cyniques du pouvoir avec d'autant plus de légitimité: Non, il faut mettre fin à cette guerre, et tout de suite! Il faut un cessez-le-feu immédiat, il faut une solution diplomatique. Je le dis sans ambages: ceux qui préconisent la marchandise, ceux responsables du pas décisif et des prestations préalables, engagés pour une partie ou l'autre de cette guerre, veulent qu'elle continue! Il faut que cette folie s'arrête!

A juger par ce qui est bien établi aujourd'hui, un tel accord était à disposition en mars 2022 déjà. C'est une honte que le Premier ministre britannique conservateur de l'époque, M. Boris Johnson, ait empêché la conclusion de cet accord avec l'administration américaine!

Regardons de près ce qui se passe. La guerre en Ukraine s'est transformée en une dangereuse guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie. Cette guerre a le potentiel de dégénérer, notamment par la livraison d'armes toujours plus nombreuses et plus lourdes. Si l'on veut éviter une guerre

nucléaire en Europe, il faut se lever contre cette escalade!

Et apparemment, on parle du fait que les Etats de l'OTAN franchissent la frontière de la non-guerre à la guerre: c'est la cas de la coopération des services de renseignement, du conseil et de la coordination des officiers de liaison sur place, de l'échange de savoir-faire technique et tactique, et de la comparaison des images de la situation jusqu'à la planification commune et par la formation massive des soldats ukrainiens aux armes occidentales.

### Il faut arrêter la spirale de l'escalade, renforcer les initiatives de paix!

Dans ce domaine sinistre, les récentes attaques par des missiles britanniques «Storm Shadow» représentent une nouvelle escalade. Cette spirale d'escalade doit être arrêtée. Les livraisons d'armes dans la zone de guerre doivent cesser!

Le Brésil, la Chine et six pays africains ont lancé des initiatives de paix et se sont rendus à Kiev et à Moscou. Pourquoi cela n'est-il pas soutenu, ni à Washington, ni à Berlin, ni à Londres, ni même à Dublin?

Je me heurte souvent à l'argument des in-

### «L'OTAN est une alliance de guerre»

L'OTAN est une alliance de guerre. Quiconque y adhère participe à des meurtres et à des violations du droit international, c'est pourquoi elle doit être dissoute.

C'est pour cette raison même, notamment dans le contexte de sa guerre par procuration en Ukraine, que je m'engage pour le retrait de l'Allemagne de ce pacte militaire ainsi que pour le retrait des soldats américains, et qu'ils emportent leurs armes nucléaires avec eux!

Dans cette même attitude, je me heurte à l'argument selon lequel l'OTAN serait une alliance des démocraties contre les autocrates. Et dire que l'on n'a même pas honte de pousser de telles absurdités à l'extrême. C'est historiquement faux.

L'OTAN n'a jamais eu de problème à avoir des dictatures fascistes comme membres, le cas du Portugal sous Salazar et celui de la Grèce après le putsch des militaires le prouvent. Aujourd'hui, elle n'a pas non plus



### «Défendre la neutralité en dépit des temps difficiles c'est défendre la liberté, la justice et la démocratie dans leur essence.»

conditionnels en faveur de l'OTAN qui disent ne pas comprendre les critiques lui étant adressées puisqu'il s'agirait «d'une alliance purement défensive». Or, ceux prétendant que l'OTAN est une alliance purement défensive ou ne connaissent pas la récente histoire du pacte militaire ou ils poussent leur insolence jusqu'à manipuler l'opinion publique en distribuant de noirs mensonges.

L'OTAN n'a-t-elle pas fait la guerre en Afghanistan pendant 20 ans? En 1999, l'OTAN n'a-t-elle pas envahi la Yougoslavie sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU? N'est-ce pas l'OTAN qui a mené une guerre de changement de régime meurtrière en Libye en 2011, en violation d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU? N'est-ce pas l'OTAN qui, malgré des promesses contraires, a poussé son expansion toujours plus loin à l'est, jusqu'aux frontières de la Russie? N'est-ce pas l'OTAN qui, dès 2014, s'est engagée dans un gigantesque réarmement avec son objectif de 2 pour cent [du PNB]?

de problème avec l'autocrate Erdogan. Que ceux qui pactisent avec des autocrates arrêtent de nous expliquer que pour l'OTAN il s'agirait de démocratie et de droits de l'homme.

Lorsque, ces jours-ci, des chars allemands roulent contre la Russie et que le gouvernement allemand se montre incapable, en réponse de mes questions d'exclure que des armes de l'OTAN tombent entre les mains des nazis ukrainiens qui mènent désormais, comme il faut souçonner, des attaques contre la Russie avec le soutien de l'Ukraine, comment veut-on que cela ne nous inquiète pas? Avec l'exemple de «Daech» (Islamist State) en Syrie, nous avons tous vu ce dont un monstre à la Frankenstein nourri par l'Occident est capable. Cette politique est abominable!

Il y a quelques jours, l'UE a avalisé sa 11<sup>e</sup> tranche de sanctions contre la Russie. Cette fois-ci, des sanctions extraterritoriales seront également imposées à des tiers. Bruxelles augmente son grand risque de devenir partie prenante à la guerre, et même autre chose

encore, uniquement en raison des aides militaires massives et de la formation des soldats. Ce faisant, l'UE aggrave encore sa guerre économique qui s'est avérée être autodestructrice. Car pendant que l'économie russe croît de deux pour cent, l'Allemagne patauge dans la récession et l'UE la suit de très près. De plus en plus de personnes ne parviennent plus à payer leurs factures suite à l'explosion du prix de l'énergie et des denrées alimentaires. La combinaison d'un réarmement gigantesque des pays de l'OTAN et de l'UE de plus de 1,1 billion de dollars US cette année dont seuls les actionnaires de l'industrie de l'armement profitent et cette guerre économique autodestructrice est un poison au sein de nos sociétés. C'est de la folie, il faut la stopper!

### La neutralité – moyen précieux pour préserver la souveraineté démocratique

De nos jours, la neutralité est quelque chose de très précieux. Car celui qui préserve la neutralité préserve également la souveraineté démocratique, le gouvernement du peuple par le peuple lui-même. De nombreux pays du Sud en font actuellement l'expérience: les pays de l'OTAN ne veulent pas accepter leur neutralité, les poussant à se joindre à la guerre économique et aux livraisons d'armes.

Dans une sorte de néocolonialisme, on veut dicter aux pays du Sud mondial ce qu'ils doivent faire ou laisser. L'exemple le plus récent en est la Finlande avec son gouvernement de droite pro-OTAN qui menace de supprimer son aide au développement aux Etats africains considérés suite à leurs attitudes pro-russes lors des votations onusiennes.

L'Irlande moderne a passé par une dure histoire de combats pour l'indépendance contre l'oppression coloniale dont le peuple peut être fier. La neutralité est au cœur de cette indépendance acquise à la suite de tant de pertes. Défendre la neutralité en dépit des temps difficiles c'est défendre la liberté, la justice et la démocratie dans leur essence. Je vous assure notre solidarité dans ce combat crucial.

Dressons-nous ensemble contre cette guerre! Contre son escalade! Pour un cessez-le-feu immédiat! Pour des négociations de paix! Que tous nos efforts visent la Paix et non pas la Guerre!

Source: <https://www.sevimdagdelen.de/fuer-neutralitaet-und-frieden-statt-nato-und-krieg/> du 3/07/23, ce lien permet également d'atteindre à l'original du discours en anglais.

(Traduction Horizons et débats)

### «La neutralité – fondement ...» suite de la page 1

#### Avertissement

Le 24 juillet 1917, on lisait dans les colonnes du magazine russe «Travailleur et soldat»: «La Russie passe des jours difficiles. Les trois ans de guerre qui ont causés d'innombrables vic-

times ont mené le pays à l'épuisement». On y tombe sur des mises en garde contre la «transformation de la Russie en une colonie de l'Angleterre, de l'Amérique et de la France». Deux mois plus tard – toujours pendant la Première guerre mondiale – le gouvernement provisoire (libéral) de la Russie «se voit contraint de mettre en garde certains étrangers qui se

conduisent en Russie comme les Européens en Afrique centrale» (Les voies du travail, du 12 septembre 1917).

De telles dissonances ont continué jusqu'à la Deuxième guerre mondiale et après la victoire, aujourd'hui contestée, de l'Union soviétique contre l'armée d'Hitler avec d'immenses pertes. C'est la guerre froide qui a ensuite façonné les destins sur ce globe. L'offre de l'Union soviétique (note de Staline du 10 mars 1952) de se retirer davantage vers l'Est si l'Allemagne ne rejoignait pas l'OTAN et devenait neutre, ce qui a été refusé, a également été déjoué par l'Occident.

Pendant des années après la Chute de l'Union soviétique, des affirmations officielles de la Russie se répétaient, par exemple lors du discours de Poutine devant le Bundestag en 2001, où il se félicitait pour l'Europe et lui-même de ne plus être menacés militairement et de pouvoir s'occuper de l'évolution économique. La très pertinente question de Poutine prononcée lors de la Conférence de sécurité de Munich en 2007 «quel était le but de l'avancée de l'OTAN vers l'est» est restée sans réponse. «On ne comprend pas la question», voilà ce qui lui a été répondu, de façon hypocrite.

Le «troisième essai» de coloniser la Russie culminera donc probablement sur la question suprême, celle d'être ou ne pas être.

Il s'agit de la problématique de l'économie mondiale à laquelle le monde entier devra participer, à part égale. Les acquis des Lumières européennes et leurs idées de résoudre les conflits croissants en recourant à l'analyse ordonnée et méthodique sont donc le grand enjeu

qui nous défie. Ces acquis, profondément précieux, semblent menacés par une irresponsabilité croissante qui risque d'aboutir à d'autres processus de destructions insensées.

(Traduction Horizons et débats)

## Zelensky brade l'Ukraine aux oligarques occidentaux

### Des faits bouleversants à garder en mémoire – à Berne et ailleurs!

ds. Lors d'une récente réunion au Parlement européen, le député européen irlandais Mick Wallace a insisté sur l'exploitation flagrante de l'Ukraine par les oligarques ukrainiens et les multinationales occidentales. Il y a déclaré entre autre:

«Les dégâts en Ukraine sont dévastateurs. Des villes et des communes ayant traversé les siècles n'existent plus. Nous devons nous rendre compte que ces villes, ces communes et les terres qui les entourent sont pillées par les oligarques locaux en collaboration avec le capital financier mondial depuis longtemps. Ce vol s'accélère avec l'éclatement de la guerre en 2014.

Le gouvernement pro-occidental a largement ouvert la porte à de massifs programmes d'ajustement structurel et de privatisation pour la reconstruction et le développement menés par la Banque européenne, le FMI et la Banque mondiale.

Zelensky a tiré profit de la guerre qui faisait rage pour concentrer le pouvoir et accélérer le bradage des entreprises. Il a interdit les partis d'opposition qui se montraient récalcitrants aux réformes, extrêmement impopulaires, des lois ayant bridé la vente de terres aux grands investisseurs étrangers.

Plus de 3 millions d'hectares de terres agricoles sont aujourd'hui en possession des entreprises qui ont placé leur siège dans un des paradis fiscaux occidentaux. Les ressources naturelles de l'Ukraine seules valent 12 billions de dollars. Les entreprises occidentales se lèchent les babines.

Les jeunes ouvriers, devenus soldats, meurent là-bas dans des batailles sans fin. Pour le profit de qui?»

Source: [https://vk.com/video-134310637\\_456267982](https://vk.com/video-134310637_456267982)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

# Militarisation des Droits humains fondamentaux?

par Alfred de Zayas



Alfred de Zayas  
(photo mad)

La 5<sup>e</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies, qui se tient actuellement à Genève, devrait être l'occasion rêvée de faire progresser la paix en tant que droit humain fondamental et de soutenir de manière significative les nombreuses feuilles de route et projets de

paix en Ukraine, ainsi que les propositions de paix concernant toutes les zones de conflit d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Hélas, le Conseil des Droits de l'Homme est essentiellement devenu une tribune pour ceux qui se livrent à l'apologie de la guerre et incitent à la haine. En dépit de la clarté des termes de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de nombreux Etats affichent une attitude russophobe, sinophobe ainsi que diverses autres formes de phobie manifestes. L'article 20 stipule que:

«1. Toute propagande belliciste est interdite par la loi.

2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.»

## Engagement en faveur des Droits de l'Homme ou défense d'intérêts géopolitiques?

L'Occident dans son ensemble rejette cependant cette disposition cruciale du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La plupart des Etats occidentaux, y compris les Etats-Unis, ont même formulé des «réserves» à l'encontre de cet article, afin de pouvoir continuer à diaboliser leurs rivaux, à susciter des appels à la haine dès avant la guerre, à répandre des «fake news» et à diffuser une propagande belliqueuse lors de la guerre elle-même.<sup>1</sup>

Mais quel est donc le sens du terme «militarisation des Droits de l'Homme»? Tout simplement la tentative d'instrumentaliser les droits de l'homme à des fins géopolitiques. Force est de constater que les Droits de l'Homme ont été récupérés à des fins agressives. Cette «militarisation» a transformé le droit individuel et collectif à l'assistance, à la protection, au respect et à la solidarité – fondé sur la dignité humaine et l'égalité qui appartiennent à l'humanité tout entière – en un véritable arsenal hostile qui cible les concurrents et les adversaires politiques. Dans l'arsenal des Droits de l'Homme militarisés, la technique du «naming and shaming» [dénoncer et stigmatiser] s'est muée en une sorte d'omniprésente Kalachnikov.

## Discours de propagande pour légitimer les ingérences étrangères

L'expérience a toutefois montré que la dénonciation et la stigmatisation n'atténuent guère les souffrances des victimes mais ne font, tout au contraire, que satisfaire les objectifs stratégiques de certains gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'une florissante industrie des Droits de l'Homme. Ces organismes instrumentalisent donc ses droits dans le but de déstabiliser d'autres pays et, assez souvent, facilitent un «changement de régime» – indépendamment de l'aspect antidémocratique de telles pratiques et du droit *ius cogens* à l'autodétermination des peuples ainsi que du principe de droit international coutumier qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Le concept même des «révolutions de couleur» n'est qu'un jargon de propagande servant à légitimer les interventions militaires dans d'autres pays. Le «printemps arabe» éveillé des images positives, mais ne fut-ce pas nous qui avons déclenché un «hiver arabe» en Libye, où le chaos et la misère continuent de régner après notre «intervention humanitaire» de 2011?

Juste avant cette session du Conseil des Droits de l'Homme, mon dernier livre intitulé «The Human Rights Industry» a été publié chez Clarity Press<sup>2</sup>: il pose un diagnostic précis, identifie les dysfonctionnements des mécanismes de défense et de sauvegarde des Droits de l'Homme à l'ONU et formule un pronostic assorti de pro-

## Projet de déclaration du Comité des écrivains pour la paix du PEN Club International relatif à la nécessité d'un cessez-le-feu en Ukraine et d'une médiation en faveur d'un accord de paix durable dans le cadre de la Charte des Nations unies.

Nous, membres du Comité des écrivains pour la paix de PEN International, exprimons notre profonde inquiétude face à la guerre en Ukraine et nous déclarons favorables à une médiation en vue de la signature d'un accord de paix garantissant une paix durable en Europe et préservant les autres régions du monde de toute propagation du conflit.

Nous réaffirmons les engagements formulés dans le Manifeste de Bled, notamment,

[...]

2. Le PEN Club favorise le débat et le dialogue entre les écrivains des pays en conflit et des régions du monde qui présentent des plaies ouvertes et où la volonté politique s'avère incapable de résoudre les tensions.

3. Le PEN Club a pour but de rapprocher les hommes de bonne volonté au travers de la littérature et de la discussion entre

écrivains ainsi qu'avec le grand public, dans le monde entier.

4. Le PEN Club considère que l'un des plus grands défis à relever dans le monde est la transition de la violence vers le débat, la discussion et le dialogue. Nous souhaitons participer activement à ce processus en promouvant, si nécessaire, les principes du droit international.

Nous saluons toutes les initiatives de paix prises par des écrivains, des institutions et des dirigeants mondiaux, en particulier les projets en faveur de la paix exprimés par des dirigeants latino-américains<sup>1</sup>, africains<sup>2</sup>, asiatiques<sup>3</sup> et européens<sup>4</sup>. Nous faisons nôtres les paroles d'Oscar Arias, lauréat du prix Nobel de la paix:

«Il est grand temps de déployer des efforts plus ambitieux pour instaurer la paix en Ukraine. La guerre, comme le feu, peut se propager de manière incontrôlée et [...] cette conflagration particulière a le potentiel de déclencher une guerre nucléaire

positions concrètes, applicables et pragmatiques en vue de la réhabilitation dudit système.

A l'heure des défis mondiaux, on aurait pu s'attendre à ce que le Conseil des Droits de l'Homme s'efforce d'apporter des solutions globales et durables. Hélas, cette instance s'est métamorphosée en une arène de gladiateurs préférant le lancer de poignards aux intervenants aux débats, au lieu de se mettre à la recherche des causes profondes de violations des Droits de l'Homme et à l'élaboration de stratégies préventives visant à résoudre les problèmes et de se contenter de condamner tel ou tel pays ou tel ou tel homme politique. Punir ne constitue pas la solution aux problèmes des

d'alerte les qualifiant d'authentiques défenseurs des Droits de l'Homme. Mais parfois pourtant, des ONG de qualité se lancent dans des contradictions inexplicables et, par exemple, approuvent ou même préconisent l'imposition de mesures coercitives unilatérales (MCU) à l'encontre de pays comme Cuba, le Nicaragua, la Syrie ou le Venezuela, bien qu'il soit prouvé que ces MCU portent avant tout atteintes aux populations les plus vulnérables dans ces pays, transformant de telles mesures en «punition collective». Et ceci face au fait que les sanctions unilatérales tuent.

Soutenir que ces MCU sont destinées à «punir» un Etat pour des violations réelles ou

[...] Le monde est aujourd'hui aussi proche de l'abîme nucléaire qu'il l'était lors de la crise des missiles de Cuba.»<sup>5</sup>

Nous appelons les écrivains de tous les pays à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour contribuer à la mission de paix de la Charte du PEN Club et au programme de paix de la Charte de l'ONU.

<sup>1</sup> <https://foreignpolicy.com/2023/05/02/brazil-russia-ukraine-war-lula-diplomacy-active-no-alignment/>

<sup>2</sup> <https://www.nytimes.com/2023/06/16/world/europe/ukraine-russia-african-peace-mission.html>

<sup>3</sup> [https://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx\\_662805/202302/t20230224\\_11030713.html](https://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx_662805/202302/t20230224_11030713.html)

<sup>4</sup> <https://www.transcend.org/tms/2022/05/a-nordic-initiative-for-peace-in-ukraine-and-lasting-world-peace/>

<sup>5</sup> <https://thehill.com/opinion/international/3565996-nuclear-strategy-and-ending-the-war-in-ukraine/>

Source: <https://www.counterpunch.org/2023/07/03/the-weaponization-of-human-rights-at-the-human-rights-council-du-3/07/23>

(Traduction Horizons et débats)

«L'expérience a toutefois montré que la dénonciation et la stigmatisation n'atténuent guère les souffrances des victimes mais ne font, tout au contraire, que satisfaire les objectifs stratégiques de certains gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'une florissante industrie des droits de l'homme. Ces organismes instrumentalisent donc ses droits dans le but de déstabiliser d'autres pays et, assez souvent, facilitent un «changement de régime»»

Droits de l'Homme, d'abord parce que la punition se place toujours *après le crime (ex post facto)*, et ensuite parce qu'il n'y a aucune preuve qu'elle ait jamais dissuadé les politiciens, les sociétés transnationales, les marchands d'armes et les milices privées de commettre des crimes et des exactions.

## Des ONG qui n'en sont pas

Comme lors de chaque session, j'ai pris part à des manifestations parallèles, au cours desquelles j'ai représenté diverses organisations non gouvernementales. Là encore, je dois diriger l'attention du lecteur sur le fait que toutes les ONG ne sont pas authentiquement ce qu'elles semblent être. Nombre d'entre elles sont directement affidées à des gouvernements ou à leurs filiales. Certaines d'entre elles sont qualifiées de «gongo», c'est-à-dire d'ONG gouvernementales. D'autres sont de statut «mixte», s'engageant dans des activités très positives telles que le soutien à la protection des journalistes, la revendication de la liberté des médias et l'accès à toutes les sources d'information, ce qui est indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie. Je peux classer dans cette catégorie des organisations telles *Amnesty International*, *Human Rights Watch*, *Reporters sans frontières* et *P.E.N. International*. Ce sont elles qui, à plusieurs reprises, ont revendiqué la libération de *Julian Assange*, ainsi que d'autres lanceurs

présomés des droits de l'Homme est assimilable au sacrilège ou au blasphème. Là encore, le remède est pire que le mal. Il existe de nombreuses études documentant l'impact négatif des MCU, y compris celle de *Jeffrey Sachs* et *Marc Weisbrot* sur les MCU contre-productives imposées par les Etats-Unis au Venezuela.<sup>3</sup>

## Quand, au nom des Droits de l'Homme, on prône la haine ...

J'ai été président du *P.E.N. Club Suisse romand* (le PEN Club des cantons suisses francophones) dans les années 2006-09, ensuite de nouveau en 2013-17. Aujourd'hui encore, j'en suis le délégué auprès du Comité des écrivains pour la paix, membres du PEN Club. A ce titre, j'ai assisté entre le 15 et le 18 mai 2023 à la réunion annuelle du comité qui s'est tenue à Bled, en Slovénie. Je comptais y entendre diverses propositions concrètes en faveur de la paix sur tous les continents, par exemple en République centrafricaine, au Mali, au Soudan, en Israël/Palestine, au Yémen et, bien sûr, en Ukraine. Malheureusement, cette réunion a été marquée par une atmosphère belliciste et haineuse, harcèlement qui se défend par l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les «faucons», ayant afflué en force, ont mis les «colombes» en position de minorité. Une fois de plus, j'ai été témoin de ce que j'ai vu si souvent au Conseil des Droits de l'Homme,

«J'ai été choqué d'entendre certaines délégations se prononcer en faveur du renforcement des livraisons d'armes à l'Ukraine et rejeter la possibilité d'un cessez-le-feu ou d'une solution diplomatique au conflit ukrainien.»

à savoir la façon dont certaines ONG peuvent entraver les Droits de l'Homme, en particulier le droit à la paix, et la façon dont ces ONG peuvent inciter à la haine plutôt que d'essayer de jeter des passerelles pour favoriser la compréhension entre les peuples.

## ... et le renforcement des livraisons d'armement en rejetant la diplomatie

J'ai été choqué d'entendre certaines délégations se prononcer en faveur du renforcement des livraisons d'armes à l'Ukraine et rejeter la possibilité d'un cessez-le-feu ou d'une solution diplomatique au conflit ukrainien. J'ai été consterné d'entendre des délégués, pourtant tenus par la Charte du PEN Club à œuvrer pour la paix, refuser le recours au dialogue et à la diplomatie. C'était surréaliste. C'est pourquoi j'ai rédigé une résolution au nom du PEN Club Suisse romand portant sur l'urgent besoin de diplomatie et de médiation conformément à l'esprit du Manifeste de Bled pour la paix. Le texte du projet de résolution ci-dessus sera présenté lors de la prochaine réunion annuelle du PEN Club International en septembre 2023.

J'ai également distribué des exemplaires de mon essai «*A Blueprint for Peace in Ukraine*», publié dans *Counterpunch* le 20 décembre 2022[4]. Il est en effet inquiétant de constater que non seulement au sein du Conseil des Droits de l'Homme, mais aussi dans la sphère des organisations non gouvernementales, on oublie trop souvent les valeurs de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, et que des personnes censées être plus avisées agissent d'une manière incompatible avec les principes qu'elles professent ostensiblement.

Je conclurai en me référant à la devise de la Paix de Westphalie: *Pax optima rerum*, la paix est le bien suprême. •

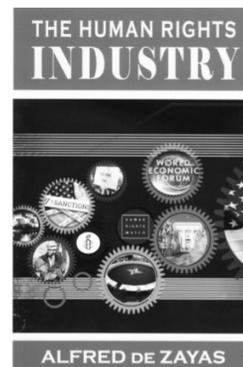
<sup>1</sup> <https://www.ohchr.org/sites/default/files/ccpr.pdf>

<sup>2</sup> <https://www.claritypress.com/product/human-rights-industry/>

<sup>3</sup> <https://cepr.net/images/stories/reports/venezuela-sanctions-2019-04.pdf>

<sup>4</sup> <https://www.counterpunch.org/2022/12/20/a-blueprint-for-peace-in-ukraine/>

Alfred de Zayas est professeur de droit à la *Geneva School of Diplomacy*. Il a été expert indépendant de l'ONU en matière d'ordre international de 2012 à 2018. Il est l'auteur de dix ouvrages, dont «*Building a Just World Order*», Clarity Press, 2021



ISBN 978-1-949762-52-5

# Immigration record en Suisse en 2022

## Le nouveau mandat de négociation avec Bruxelles est inutile et nuisible

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

«En 2022, 350 000 personnes sont arrivées en Suisse de l'étranger volontaires d'y habiter. Certains ont été attirés par les conditions de travail, d'autres ont dû fuir ou ont commencé une formation». Voilà ce qu'on lit dans l'édition de juillet 2023 de *NZZ Folio*. 350 000! Dans ce petit Etat qu'est la Suisse, avec environ 25 % de terres inutilisables dans ses régions alpines, où les surfaces vierges sont continuellement bétonnées pour construire les logements, écoles, routes et autres infrastructures nécessaires, sans parler des besoins énergétiques croissants pour ses 8,812 millions habitants (fin 2022). Le 31 mars 2023, la «population résidente permanente» suisse comptait déjà 8 865 270 personnes, selon les chiffres publiés par l'*Office fédéral de la statistique* (OFS). Ce qui signifie que dans l'espace de trois mois, elle a de nouveau augmenté de plus de 50 000 personnes.

Le 21 juin, le Conseil fédéral a annoncé qu'il avait «avalisé les points clés pour un mandat de négociation avec l'Union européenne (UE)». Leurs données étaient «confidentielles» à l'époque. Il comptait adopter un mandat de négociation d'ici fin 2023. En établissant le lien qui noue cette intention Bernoise aux chiffres de l'immigration mentionnés ci-dessus, il faut garder à l'esprit le fait que du côté des instances de l'UE, la libre circulation des personnes est le but prioritaire de ses tergiversations avec la Suisse. Depuis des années, Bruxelles ne fait pas de concessions sur la reprise de cet enjeu connu initialement sous le nom «Directive sur les citoyens de l'Union» (DCE) mais qui a entre-temps évolué et insiste catégoriquement, en noble déconsidération des multiples affaires que le Conseil fédéral aimerait négocier avec l'UE.<sup>1</sup>

### Quelques faits sur l'immigration

– *Population permanente et non permanente*: parmi la population résidente permanente, l'OFS compte «tous les ressortissants suisses ayant leur domicile principal en Suisse ainsi que tous les ressortissants étrangers titulaires d'une autorisation de présence d'au moins 12 mois ou séjournant en Suisse à partir de 12 mois». Cela signifie qu'en réalité plus de 8 865 millions de personnes résident en Suisse, en additionnant les étrangers disposant d'un permis de séjour de courte durée, jusqu'à 12 mois. Selon la source médiatique mentionnée ci-dessus, en 2022, 91 145 étrangers ont ainsi augmenté les rangs de la «population étrangère non permanente» – certains d'entre eux restant probablement plus longtemps dans le pays. La Suisse à neuf millions d'habitants sera donc bientôt une réalité. Curieusement, l'Office fédéral de la statistique ne tient pas compte dans son calcul de l'immigration du nombre pourtant considérable d'immigrés de courte durée. En 2022, 190 500 personnes, dont 21 900 Suisses, ont afflué dans la catégorie «population résidente permanente». Or selon l'OFS et la déduction faite du reflux des émigrants suisses, on atteint un «solde migratoire» (également appelé

«immigration nette») de 70 100 personnes. L'année dernière, près de 10 000 Suisses de plus que ceux qui ont immigrés ont quitté la Suisse, de sorte que l'immigration nette des étrangers atteint près de 80 000 personnes, chiffre auquel il faut ajouter le solde des résidents de courte durée entrant en Suisse et en sortant par intervalles:

– *Réfugiés et demandeurs d'asile*: l'année passée, 99 470 personnes sont arrivées en Suisse en tant que réfugiés. Environ un quart d'entre elles ont déposé une demande d'asile, 59 % ont été acceptées et 41 % rejetées. Quant aux trois autres quarts de ce groupe (près de 75 000 personnes), il s'agissait des Ukrainiens concernés par l'obligation de déposer une demande d'asile, mais qui ont obtenu le statut de protection, «statut S». Contrairement aux réfugiés provenant d'autres pays et continents, ils profitent collectivement du droit de résidence et du travail, bénéficiant d'autres privilèges qui leur sont a priori concédés. Pourquoi ce statut à part privilège-t-il un groupe de demandeurs d'asile au détriment de ceux provenant d'ailleurs? Le principe de l'égalité des droits prendrait une allure différente.

– *Personnes actives*: 84 927 personnes ont immigré sur le marché du travail suisse en 2022. 94 % d'entre elles proviennent de pays de l'UE/AELE, soit près de 80 000. Il faut se rappeler l'affirmation du Conseil fédéral en 2000 visant à apaiser les vives émotions avant la votation sur les Bilatérales I. Selon lui, on ne compterait qu'environ 8 000 personnes issues de l'espace UE et entrant en Suisse pour y travailler par an. Dans le cas contraire, il y aurait l'option de tirer temporairement une soupape d'urgence. Bien que dès le début, le chiffre divulgué du Conseil fédéral se soit avéré beaucoup trop bas – comme l'avaient prévenu des citoyens réalistes avant la votation – cette fameuse «soupape d'urgence» n'a jamais été tirée, ce qui a été justifié par l'administration Bernoise par la «clause guillotine» que Bruxelles menaçaient de déclencher pour exclure à nouveau la Suisse du marché interne UE. Toujours est-il que si l'UE avait recours à ce genre de réaction, elle se nuirait à elle-même, à cause de l'accord sur les transports terrestres et à la libre circulation des personnes avec la Suisse.

### Le droit européen doit-il primer sur le droit suisse? L'exemple de la DCE

La directive sur les citoyens de l'Union (DCE) est un exemple illustrant la manière dont le droit de l'UE marginaliserait le droit suisse dans de nombreux domaines. Elle serait un enjeu crucial, si le Conseil fédéral s'engageait à nouveau dans des négociations avec Bruxelles. Elle étendrait le droit de séjour et d'aide sociale des citoyens des Etats membres de l'UE et des membres de leur famille bien au-delà des règles de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE: notamment en fixant le droit de séjour permanent entrant en vigueur après cinq

ans (art. 16), le droit de séjour applicable aux bénéficiaires d'aide sociale «à condition qu'ils ne fassent pas d'usage démesuré des prestations d'aide sociale de l'Etat-membre d'accueil» (art. 14), ainsi que l'application de l'expulsion «uniquement pour des raisons graves d'ordre ou de sécurité publiques» (art. 28) pour les citoyens de l'Union européenne et leur familles.<sup>2</sup>

Revenons aux chiffres de l'immigration pour l'année 2022. 84 927 personnes, presque toutes originaires de l'UE, se trouvent en Suisse pour y travailler, 43 026 autres ont immigré en tant que membres de la famille de personnes actives (regroupement familial), ce qui fait un total d'environ 128 000 immigrés, tendance à la hausse. Aujourd'hui, 26 % de la population suisse sont formés par des étrangers. Avec l'adoption de la DCE, ces chiffres augmenteraient certainement encore. La Suisse est un pays aux standards très élevés dans les domaines de l'aide et des assurances sociales ainsi que des taux de chômage bas. Il est compréhensible que de nombreuses personnes actives et leurs familles soient attirés ici. Mais il est également compréhensible que nous autres Suisses aspirions à limiter l'immigration à un niveau raisonnable. C'était l'objectif de l'initiative contre l'immigration massive de 2014 qui n'a jamais été mise en œuvre par le Conseil fédéral et le Parlement, conformément au commandement de Bruxelles, en dépit d'avoir été accepté par le peuple et inscrit dans la Constitution fédérale. La question de savoir si la Suisse doit reprendre la DCE ne concerne pas seulement les chiffres de l'immigration, il s'agit surtout de la contrainte de reprendre le droit de l'UE. Les tribunaux suisses n'auraient plus à décider si la recette d'aide sociale par citoyen de l'UE vivant ici est appropriée ou non, ou si un criminel condamné doit être expulsé ou non – ce sera à la *Cour de justice européenne* de se prononcer. La disposition de la Constitution fédérale suisse relative à l'expulsion des criminels après jugement (article 121, paragraphe 3), adoptée par le souverain, ne sera plus applicable.

Dans son empressement d'entamer de nouvelles négociations avec Bruxelles, le Conseil fédéral ne doit pas oublier une chose. Les citoyens suisses ne laisseront imposer ni les règles de la DCE ni d'autres lois d'inspiration UE ni les sanctions relevant d'instances telles que la Commission européenne et la Cour de justice européenne. La Suisse insiste sur son autonomie de décider elle-même de ce qui est de droit et de ce qui ne l'est pas.

### De nouvelles négociations avec l'UE? Rétrospection

Avant que le Conseil fédéral ne se penche trop en direction de Bruxelles, il serait judicieux de se rappeler pourquoi il a interrompu les négociations avec l'UE en mai 2021. Il ne faudrait pas commettre une nouvelle fois l'erreur qu'il a réparée il y a deux ans pour de bonnes raisons. La DCE peut servir de rappel, là aussi. En 2017, lorsque le conseiller fédéral *Ignazio Cassis* a repris les négociations avec

l'UE sur un accord-cadre de son prédécesseur au *Département des affaires étrangères* (DFAE), il a qualifié la DCE de «ligne rouge» pour la Suisse. Mais il est vite devenu clair que par «reprise dynamique du droit» l'UE sous-entendait que la Suisse devait reprendre l'ensemble du droit européen concernant les accords d'accès au marché, notamment ceux concernant la libre circulation des personnes. Même si le Conseil fédéral a tenté de limiter l'application de la DCE selon notre conception du droit, il n'a pas réussi et ne réussira non plus. Car selon le communiqué de presse du Conseil fédéral du 26 mai 2021, l'UE qui suit une approche totalement différente de celle suisse à savoir son but pour une union politique toujours plus centralisée «a étendu la libre circulation en adoptant la DCE en la liant au concept de citoyenneté européenne». Le fait que l'UE ne se soit pas montrée disposée à tenir compte de la conception très différente de l'Etat suisse, y compris concernant les mesures d'accompagnement et les aides étatiques, a été la raison de la rupture des négociations par le Conseil fédéral le 26 mai 2021.<sup>3</sup>

Rétrospectivement, il faut reconnaître que le Conseil fédéral n'a pas seulement rejeté la reprise de trois réglementations ponctuelles de l'UE, de manière plus générale, il s'est opposé à la reprise automatique du droit européen et à son interprétation par la Cour de justice de l'UE, cela dit en petite aide face à l'amnésie face à son propre passé dont le Conseil fédéral semble souffrir ces derniers temps. Qu'est-ce qui l'empêche de s'en tenir à la conclusion que de nouvelles négociations sont vaines? Pourquoi ne pas s'en tenir aux accords bilatéraux actuels et à l'accord de libre-échange avec l'UE de 1972, dans un intérêt mutuel? Les «valeurs de référence» secrètes élaborées en vue d'un nouveau mandat de négociation ne peuvent rien contenir de vraiment nouveau. Toute l'agitation exprimée dans le communiqué de presse du 21 juin ne fera qu'éveiller de nouvelles convoitises de la part de Bruxelles. Le conseiller fédéral *Ignazio Cassis* l'a suffisamment constaté: les «exceptions et principes visant à préserver les intérêts essentiels de la Suisse» qu'il souhaite négocier avec Bruxelles ne suscitent guère de compréhension. Et les nombreux entretiens que sa négociatrice *Livia Leu* a menés à Bruxelles n'ont eu pour effet que de la pousser à démissionner de son mandat, faute de concessions de la partie adverse. •

<sup>1</sup> «Le Conseil fédéral approuve les paramètres d'un mandat de négociation avec l'Union européenne». Communiqué de presse du 21/06/23

<sup>2</sup> Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29/04/04 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.

<sup>3</sup> Annexe au Communiqué de presse du Conseil fédéral du 26/05/2021: accord institutionnel; résultats des entretiens Suisse-UE sur les points de clarification concernant la Directive sur les citoyens de l'Union (DCE), la protection des salaires et les aides d'Etat.

## La neutralité suisse – un «dommage à sa réputation»?

### La dénigration médiatique de la neutralité suisse bat son plein

pk. Les prises de position publiques, voire les ingérences officielles dans nos affaires intérieures, se multiplient et font pression sur le Conseil fédéral pour qu'il participe aux livraisons d'armes à l'Ukraine. Son refus ne serait pas compris par les pays amis. La réputation de la Suisse s'en trouverait ternie. L'acuité du ton est inhabituel. Jusqu'à présent, la Suisse a pu compter sur la reconnaissance de sa neutralité dans le monde entier, incontestée dans ses principes.

Nombreux sont ceux qui – ayant vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale enfants – témoignent de leur gratitude pour le fait qu'il y ait eu un lieu qui ne s'alignait pas à un bloc belliqueux au milieu de l'enfer. C'est ce qu'a rappelé *Gotthard Frick* avec sa contribution (*S'aligner sur l'OTAN conduit la Suisse à une possible prochaine guerre!*, *Horizons et débats*, no 11, du 23 mai 2023) à nous autres Suisses qui risquons d'oublier notre propre histoire. Le constant refus de la Suisse de s'aligner sur une alliance militaire a permis d'atténuer considérablement les souffrances causées par la guerre.

Il est vrai qu'à cette époque, des trains traversaient la Suisse avec des chargements servant des intérêts de l'extérieur. Cela a été inévitable face à l'autre but essentiel que le Conseil fédéral a dû et voulu poursuivre: garantir la sécurité de sa population. Les retouches apportées à la neutralité «pure» n'étaient pourtant pas des courbettes devant Hitler, elles découlaient de la nécessité de nourrir la population suisse (avec ses nombreux internés et réfugiés) et de lui permettre de passer les hivers froids de l'époque. D'autres trains passaient par la Suisse, leurs fourgons en lazarets improvisés remplis de soldats blessés provenant des régions où déferlait la guerre. Ils étaient tous pris en charge par des bénévoles suisses, sans distinction d'uniforme, simplement parce qu'ils étaient des êtres humains.

Dans notre Constitution, le maintien de l'indépendance de la Suisse est un objectif national immuable. Pour la Suisse neutre, cela implique toujours le non-alignement catégorique. L'insistance de la Suisse sur sa neutralité a permis à ce petit pays de conserver son indé-

pendance. En temps de crise, la population suisse a toujours fait preuve de compassion à l'égard des personnes en détresse – elle s'est montrée solidaire aux êtres humains, pas à tel ou tel bloc de pouvoir. Depuis quand serait-il déshonorant de s'engager en faveur des populations du monde entier? En tant que pays hôte de la Croix-Rouge internationale, la Suisse se doit de défendre le mandat qui lui a été conféré dans l'intérêt global. Une prise de position importante, exprimée récemment dans une interview de la présidente du *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) mérite de résonner dans nos oreilles. La présidente mentionne le fait qu'actuellement, le CICR ne peut plus remplir pleinement sa mission fondamentale d'alléger les souffrances causées par les nombreuses guerres qui déchirent notre monde, notamment par manque d'argent (il est financé par des contributions volontaires, principalement étatiques). La présidente du CICR a déclaré:

«C'est précisément en raison de notre neutralité et de notre indépendance que nous som-

mes souvent la seule organisation à pouvoir fournir de l'aide. Je me suis rendue dans le nord-est de la Syrie et en Russie. A part nous, personne n'a accès aux prisonniers là-bas.»

Que peut ressentir un prisonnier de guerre lorsqu'il sait que plus personne au monde ne s'occupe de lui? La neutralité est un principe d'orientation de la politique étrangère d'un Etat. Mais c'est aussi une attitude, celle de celui aspirant contribuer à la paix. Tant qu'elle marque l'action de l'Etat de manière honnête, elle est prise au sérieux. Mais si à l'avenir, Genève, plaque tournante internationale et siège de l'ONU et du CICR, se trouvait dans une Suisse s'adossant à une alliance militaire comme c'est le cas avec l'UE, de grands dommages en résulteraient – des dommages qui pénaliseraient plus que «la réputation». Une fois arrivé là, le Comité international de la Croix-Rouge devra changer son emblème, la croix rouge dans un champ blanc. Et dans cette même logique, la Suisse amputée se verra contrainte à changer le rouge profond de sa bannière (symbole de sa fidélité à la fédération suisse) en bleu bruxellois – très pâle. •

# Ce n'est plus une économie de marché

## Attaques à caractère idéologique contre les PME

par le professeur Dr Eberhard Hamer, *Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V.*



Eberhard Hamer  
(photo mad)

Depuis toujours, deux principes économiques s'opposent: le principe de l'économie de marché caractérisé par la liberté d'entreprise et la garantie de la propriété, qui devait permettre et récompenser une économie décentralisée et reposant sur la responsabilité de l'entrepreneur, et d'autre part la planification centrale, qui dirige la production et la distribution de manière centralisée et prescrit aux acteurs économiques quoi, quand et combien ils peuvent produire ou consommer.

L'auteur a eu l'occasion de partager une discussion cruciale sur ce sujet avec le chef de la planification centrale de la Chine. L'auteur avait présenté un exposé devant des fonctionnaires sur la privatisation et ses avantages, suite à quoi il avait été invité au Bureau central de planification pour discuter de ce sujet. Le point de départ des Chinois était le rôle central du parti, y compris sur l'économie, tandis que celui de l'auteur était la rentabilité économique.

### Expériences en Chine

Au cours de la première journée, l'auteur a pu convaincre les Chinois, à l'aide de certains calculs de privatisation effectués par le *Mittelstandsinstitut de Hanovre*, que la production décentralisée d'entrepreneurs indépendants était en principe 30 à 40% moins chère, mais souvent plus de 100%, et que l'approvisionnement de la population était donc meilleur ainsi que via la production étatique par des entrepreneurs amateurs. Les Chinois ont admis que les entreprises privées étaient généralement plus attentives aux coûts,

plus réactives sur le marché et capables de servir les consommateurs de manière plus flexible que les fournisseurs publics. L'auteur a pu leur démontrer au niveau international que plus d'entrepreneurs signifiait un meilleur approvisionnement de la population à des coûts et des prix moins élevés, tandis que moins d'entrepreneurs, donc plus d'offre étatique, signifiait un approvisionnement plus coûteux, moins bon et moins adapté à la demande des consommateurs.

Mais à l'époque, l'économie chinoise était surtout dominée par de grandes entreprises d'Etat qui, à leur tour, comme en RDA, n'avaient pas qu'une seule production principale, mais de nombreuses petites sous-unités, allant jusqu'à proposer des services d'approvisionnement à leurs propres employés. Les Chinois craignaient que le fait de laisser ces grands groupes libres d'entreprendre dans le cadre de l'économie de marché n'entraîne un risque de prise de contrôle et de domination par le capital international. Le pouvoir de direction du Parti s'en serait trouvé réduit et l'économie nationale chinoise aurait manqué les objectifs collectifs fixés par l'économie planifiée.

### Croissance économique et pilotage par l'Etat

Les Chinois avaient apparemment continué à discuter pendant la nuit, de sorte que le lendemain, la question n'était plus de savoir si les entrepreneurs privés libres des niveaux inférieurs (PME) étaient meilleurs que les entrepreneurs moins experts du Parti, mais seulement de savoir quel degré de liberté d'entreprise décentralisée et de direction centrale permettrait d'atteindre la croissance économique nationale la plus élevée tout en restant gérable par le Parti.

Au petit déjeuner, l'auteur a demandé au chef de la planification centrale à quelle décision il était parvenu pendant la nuit. Sa réponse:

«Le Parti ne lâchera pas sa position de direction sur l'économie».

De telles discussions ont également eu lieu après la réunification dans l'ancienne RDA, mais dans un contexte d'échec du système économique administré par la RDA. Il n'y avait plus que 180 000 entrepreneurs, alors qu'avant le système communiste, plus de 3 millions d'entrepreneurs et leurs entreprises avaient généré un produit national supérieur à celui de la région de la Ruhr. Il ne faisait donc aucun doute qu'un système d'économie de marché, tel qu'en Allemagne de l'Ouest, devait à nouveau être mis en place dans les nouveaux Länder

- liberté de commerce et responsabilité des entrepreneurs,
- détermination par eux-mêmes de leur production ou de leur service (type, quantité, prix)
- travail selon leurs propres risques et périls, mais aussi selon leur propre profit
- succès dans l'économie privée assuré par la garantie de propriété de la Loi fondamentale.

### La Treuhand a empêché l'économie de marché en Allemagne de l'Est

L'auteur avait alors proposé de réserver la moitié des entreprises «nationalisées» à leurs propres employés (participation des salariés), plutôt que de les démanteler, de les offrir à des groupes internationaux ou de les vendre d'une autre manière. Cela aurait pu devenir l'économie de marché la plus moderne du monde, mais a été empêché par une présidente de la Treuhand (l'agence chargée de la privatisation des entreprises de l'ex-RDA, ndt) pilotée par la haute finance internationale. C'est ainsi que les nouveaux Länder disposent certes de quelques filiales de groupes, mais souffrent d'un déficit d'entrepreneurs et donc de croissance, d'un déficit de production pro-

prement décentralisée et donc d'emplois et d'impôts, tandis que les bénéficiaires des filiales de groupes s'envolent à l'ouest jusqu'outre-Atlantique.

Si la reconstruction dans les nouveaux Länder a réussi malgré ces restrictions, c'est grâce aux 100 000 entrepreneurs locaux et immigrés qui ont, sur la base de la nouvelle liberté de commerce et de la garantie de propriété, créé de nouvelles entreprises, productions et offres de biens dans les nouveaux Länder.

Ainsi, la différence entre le développement économique chinois et celui de la RDA réside dans le fait qu'en RDA, l'économie étatisée et donc le diktat de l'Etat ont été imposés du haut vers le bas et ont échoué. En revanche, les dirigeants chinois ont libéré les niveaux inférieurs de l'économie en développant une large catégorie de PME et ont eu l'intelligence de se concentrer sur la direction des grandes entreprises et la planification centrale. Jusqu'à présent, cette façon de faire leur a réussi.

### Nouvelle réglementation contraignante et «La Grande Réinitialisation»

Jusqu'au tournant du millénaire, il était scientifiquement et politiquement indiscutable que l'économie de marché, en raison de l'important développement des PME qu'elle provoque, était un système économique plus efficace qu'une économie étatisée. En dépit de cela, les milliardaires de l'industrie financière internationale, avec l'aide de *Klaus Schwab* à Davos (*Forum économique mondial*) et de centaines d'ONG, ont mis en place non seulement une mondialisation, mais une économie mondiale centralisée dirigée par les milliardaires et, à l'aide de théories alarmistes sur l'extinction de masse

Suite page 6

# Conséquences d'une économie sans éthique

par Christian Kreiß\*



Christian Kreiß  
(photo mad)

L'époque de la croissance économique réelle et permanente dans le monde occidental appartient au passé. Nous sommes à un tournant séculaire. Malgré les inventions et les progrès techniques toujours plus nombreux, malgré une productivité du travail en augmentation perpétuelle, il est peu probable que nous assistions à une nouvelle croissance économique réelle qui augmenterait la prospérité pour la majorité de nos populations à l'avenir. Nous assisterons même à une décroissance de notre prospérité réelle pour la majeure partie des habitants du monde occidental et de nombreux autres pays.

Engagée dans la lutte acharnée contre les maladies de civilisation en augmentation progressive, l'Europe se trouve actuellement dans un processus de bureaucratisation, dévitalisation et de surveillance à Vitesse. Lentement

mais inéluctablement, l'économie s'alourdit de plus en plus en charges improductives, si bien qu'elle finira, le moment venu, par s'essouffler. La phase d'amélioration semble se dissiper. Avec un peu de chance pourrions-nous peut-être maintenir le niveau atteint pendant quelques décennies de plus.

### Exemples

Le constat que de nombreux pays se trouvent ou se trouveront dans une phase de stagnation, voire de décroissance réelle de la prospérité, peut sembler peu pertinent à première vue. Voici donc quelques preuves empiriques pour étayer ce constat au travers de l'exemple des Etats où l'évolution européennes anticipée s'est déjà largement réalisée, et ceci depuis des années.

Si l'on se réfère au produit intérieur brut (PIB) par habitant, ajusté au pouvoir d'achat et officiellement affirmé, au cours des 14 années passées, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud, le Mexique et le Japon ont connu une croissance économique pratiquement nulle par habitant. Le Brésil stagne depuis 10 ans, tandis que, selon les données du gouvernement, les Italiens se retrouvent réduits aujourd'hui à un niveau de vie plus modeste qu'il y a 20 ans.

En Allemagne, le PIB par habitant, ajusté au pouvoir d'achat, a officiellement augmenté de 11,6% entre 2007 et 2021. Résultat pas si mauvais, semble-t-il. Une étude de 2016 de la *Fondation Hans Böckler* se prononçant sur une période un peu plus lointaine a abouti à des résultats très différents. Les scientifiques proches des syndicats ont comparé le PIB à leur propre indicateur de prospérité, l'*Indice national de la prospérité* (INP). Ils ajustent le PIB en lui ajoutant des composants de distribution comme le travail bénévole et en déduisant les activités de réduction des risques telles que les coûts dus à la criminalité, à la pollution, aux nuisances sonores, etc.

Entre 1991 et 2014, le PIB réel de l'Allemagne a augmenté de 34,3%. Or, sur la même période, l'indice national de la prospérité, cor-

rigé par l'INP, n'a augmenté que de 4,4%. Ce qui aboutit à une différence considérable, soit presque un tiers. Par conséquent, la prospérité réelle de la majorité des Allemands n'a pratiquement pas augmenté au cours de ces 25 années, bien que le PIB réel ait augmenté d'un tiers. Nous voilà donc devant un résultat bouleversant qui soulève des questions.

Ayant intégré les corrections proposées par la *Fondation Hans Böckler*, il est fort probable que l'indice de la prospérité de l'Allemagne entre 2007 et 2021 fasse état d'une décroissance réelle, au lieu de la croissance économique de 11,6%, divulguée officiellement tous azimuts. Les résultats publiés en 2016 par la fondation proche de la mouvance syndicale soulignent l'affirmation faite plus haut, à savoir qu'en réalité, la majeure partie de la population est peut-être déjà entrée dans une phase de stagnation de la prospérité depuis longtemps. Seulement, les statistiques officielles ne nous en soufflent pas mot.

Mais les gens qui observent les réalités économiques de la vie quotidienne le ressentent tout de même. Par exemple, ils sont nombreux à se demander pourquoi aujourd'hui, il n'est plus possible pour de nombreuses jeunes familles de subvenir à leurs besoins quotidiens si seul un des deux parents travaille pour financer la famille et pourquoi, pour des raisons économiques, il est souvent obligatoire que tous les deux travaillent, alors que du temps de nos parents, où on attestait officiellement avoir été beaucoup moins aisés financièrement, cette contrainte était plutôt rare.

Les six premiers pays cités précédemment se trouvent donc officiellement dans un état de stagnation économique généralisée, voire de décroissance du niveau de vie matériel réel depuis des années déjà. L'Allemagne se trouve probablement dans une phase de stagnation de sa prospérité réelle depuis de nombreuses années. En appliquant la méthode de l'*indice national de la prospérité* proposée de la *Fondation Hans Böckler* à ces six économies nationales, on obtiendrait très probablement des

résultats bien pires que les chiffres officiels du PIB décrits ci-dessus. Il est probable que dans ces pays, la prospérité réelle de la majorité de la population diminue depuis longtemps. Lorsqu'on discute avec des Italiens, ils le confirment généralement avec véhémence. Il en va de même pour les conversations avec des personnes originaires d'Afrique du Sud ou du Mexique.

### Les causes de la fin de la croissance économique

Selon moi, deux moteurs principaux nous conduisent vers le déclin. D'une part, le déclin de la santé. D'autre part, et c'est probablement la raison principale, la baisse des normes éthiques et morales.

#### 1. Déclin de la santé, progression des maladies de civilisation

Si nous sommes de plus en plus malades, si les allergies, la dermatite névrodermite, le diabète, l'hypertension, les caries, le TDAH, l'obésité, l'arthrose, les rhumatismes, le cancer augmentent dès le plus jeune âge, nous avons besoin de toujours plus de personnel de santé et de médicaments. Officiellement, ces phénomènes augmentent la puissance économique puisque l'augmentation de ces services ou produits de santé accroît le PIB. En réalité, on est loin de l'augmentation réelle de la prospérité ou du bien-être, bien au contraire. Ainsi, on ne fait que «guérir» à grands frais, avec beaucoup de temps, d'énergie et de douleur, en essayant de retrouver l'état de santé antérieur ou du moins de ne pas le laisser s'aggraver davantage.

#### 2. Baisse des normes morales et éthiques

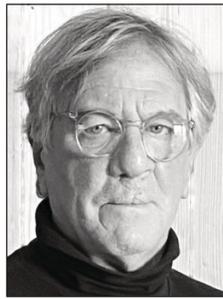
Lorsque les normes morales et éthiques se détériorent dans une économie nationale, cette évolution amène des conséquences économiques graves, voire néfastes. Les facteurs clés en sont la confiance et la fiabilité. Au plus haut degré, notre économie est organisée sur la

Suite page 6

\* Christian Kreiß, né en 1962: études et doctorat en économie politique et en histoire économique à la LMU de Munich. Neuf ans d'activité professionnelle dans le domaine bancaire, dont sept ans en tant que spécialiste en matière d'investissement. Depuis 2002, professeur d'économie d'entreprise, spécialisé dans l'investissement, le financement et l'économie politique. Auteur de sept livres: *Gekaufte Wissenschaft* (2020); *Das Mephisto-Prinzip in unserer Wirtschaft* (2019); *BWL-Blenden Wuchern Lamentieren* (2019, avec Heinz Siebenbrock); *Werbung – nein danke* (2016); *Gekaufte Forschung* (2015); *Geplanter Verschleiss* (2014); *Profitwahn* (2013). Trois invitations au Bundestag allemand en tant qu'expert indépendant (initiés par les partis Grünen, Die Linke, SPD). De nombreuses interviews à la télévision, à la radio et dans des magazines, conférences publiques et publications. Membre de ver.di et de Christen für gerechte Wirtschaftsordnung («Chrétiens pour un ordre économique juste»). Site Internet [www.menschengerechewirtschaft.de](http://www.menschengerechewirtschaft.de) (sur ce site, son livre *Das Mephistoprincip in unserer Wirtschaft* est entièrement téléchargeable, en langue allemande)

# Daniel Ellsberg, ou comment parvenir à l'éveil de conscience

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence  
(photo ef)

*Daniel Ellsberg n'aurait jamais pu parvenir à faire publier les Pentagon Papers s'il n'avait pas d'abord accompli une chose beaucoup plus importante: à savoir reboussoler sa vie, sa façon de vivre et les buts qu'il se fixait.*

Parmi tout ce qui a été écrit et dit sur Daniel Ellsberg depuis sa mort le 16 juin, court une fine ligne rouge qu'il ne faut surtout pas négliger, une histoire qu'Ellsberg a lui-même racontée mieux que personne. C'est une histoire qui nous invite tous à en tirer des enseignements, et à la lumière de laquelle Ellsberg se montre tout autant un exemple à suivre qu'un courageux homme de conscience. Comme il l'a lui-même déclaré lors d'une interview il y a quelques années, «le courage est contagieux».

Je me souviens de cette histoire, à laquelle Ellsberg n'avait pas donné ni titre ni mention

\* Patrick Lawrence, correspondant à l'étranger pendant de nombreuses années, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son dernier livre s'intitule «Time No Longer: Americans After the American Century», Yale, paru en 2013. Quant au nouveau livre «The Journalists and Their Shadows», il vient de paraître chez Clarity Press. Sur Twitter, on abordait l'auteur sur @thefloutist, jusqu'à ce qu'il soit censuré sans explication. Son site web est patricklawrence.us. Soutenez son travail via patreon.com/thefloutist.

particulière, mais il aurait pu et c'est pourquoi je prends la liberté d'utiliser ses propres mots pour la décrire comme «l'éveil de conscience de Dan Ellsberg».

## Rencontre avec Gary Snyder

En 1970, un peu moins d'un an avant de remettre les *Pentagon Papers* au *New York Times*, au *Washington Post* et au *Boston Globe*, Ellsberg s'est rendu en Californie, à Nevada City, une petite agglomération située à 150 miles à l'intérieur des terres au nord de San Francisco, et a frappé à la porte de la maison de Gary Snyder, l'un des poètes les plus brillants de la *Beat Generation*. On peut en déduire avec certitude qu'à cette date, Ellsberg avait les *Pentagon Papers* – alors encore ultrasecrets – dans sa voiture, comme il écrit dans «The First Two Times We Met», un essai paru dans un recueil consacré à la vie et à l'œuvre de Snyder, intitulé *Dimensions of a Life* (Sierra Club Books, 1991): «Je ne lui ai rien montré des documents que j'avais dans le coffre afin de ne pas l'impliquer, mais je lui ai laissé entendre qu'il était de toute façon impliqué dans le processus de ma prise de conscience. Je voulais l'en remercier».

Essayons d'imaginer: combien de temps Ellsberg a-t-il roulé ce jour-là, juste pour aller à l'improviste frapper à la porte d'un poète renommé, simplement pour lui dire merci? Merci pour quoi? Qu'avait fait Snyder, et quand, pour mériter une telle gratitude?

Comme il l'a souvent raconté par la suite, Ellsberg a rencontré Snyder à Kyoto en 1960, la première des deux fois mentionnées dans son essai. Snyder était alors à mi-parcours d'une décennie d'étude du bouddhisme zen sous la tutelle d'Oda Sesso Roshi. A l'époque, Ellsberg vivait à Tokyo, où il développait des politiques concernant l'utilisation de l'armement nucléaire pour l'*Office of Naval Research* (Bureau de recherche navale). Ellsberg raconte que les deux hommes se sont rencontrés par hasard dans un bar près de Ryoanji, le monastère zen au célèbre jardin. Inspiré par un passage qui y faisait référence dans les *Dharma Bums*, le roman de Kerouac, il s'était alors rendu à Kyoto plus ou moins en touriste.

Il faut se représenter la scène: lire Kerouac, aller dans l'endroit dont il parle et là, rencontrer l'un de ses plus proches amis. De ce que j'en ai lu, la Guerre du Vietnam était au centre de toutes les conversations et Ellsberg en était encore

un fervent partisan. Snyder, qui avait entre-temps acquis la sérénité imperturbable des moines auprès desquels il avait étudié, en parlait du point de vue adverse. Ils se sont bien entendus, de manière un peu improbable selon notre point de vue. Le lendemain, ils ont déjeuné ensemble, poursuivant la conversation entamée la veille. Dix ans plus tard, Ellsberg dira que sa rencontre avec Snyder a marqué son éveil de conscience. Et c'est pour cela, nous pouvons le supposer, que le technocrate employé à la Défense a parcouru tout ce chemin pour remercier le poète. Il y a là quelque chose d'émouvant.

## 1969, l'année du mouvement de résistance à la guerre du Vietnam

Neuf ans après la rencontre à Kyoto et un an avant la réunion à Nevada City – nous sommes en août 1969 – Ellsberg participe à un rassemblement parrainé par la *War Resisters' League* (cette bonne vieille WRL). C'était au *Haverford College*. Il faut croire qu'Ellsberg avait déjà atteint un certain stade dans son processus de prise de conscience. En effet, sinon pourquoi se serait-il trouvé là? Parmi les orateurs de ce soir-là, figurait un militant anti-guerre du nom de Randy Kehler, qui allait bientôt être emprisonné sans se plaindre, pour avoir rendu son ordre d'incorporation et refusé toute coopération avec le *Selective Service System*.

Entre parenthèses, on a continué à mener la vie dure à Kehler bien après qu'il ait purgé sa peine de prison, qui a duré près de deux ans. Après qu'il ait longtemps refusé de régler ses impôts à titre de protestation contre le budget

Suite page 7

«Il ne faut pas se faire d'illusions: la plupart d'entre nous préfèrent la léthargie irresponsable. Mais pour ceux qui le veulent, il est possible de choisir de se réveiller. Nous pouvons assumer les contraintes qu'a toujours impliquées la connaissance, comme Dan Ellsberg nous l'a montré tout au long de sa propre existence.»

## «Ce n'est plus une économie de marché» suite de la page 5

(coronavirus), la disparition d'espèces, la catastrophe climatique et les scénarios apocalyptiques ont pu imposer à nouveau leur exigence de régulation étatique forcée. Comme Schwab l'a écrit ouvertement dans son livre «La Grande Réinitialisation», ils veulent réduire la population humaine (épidémies mondiales comme le coronavirus), diminuer la production des branches qu'ils ne maîtrisent pas (comme p. ex. l'automobile) en limitant de force la consommation, réduisant ainsi la demande, révolutionner le rapport à la nature et dicter l'approvisionnement des consommateurs selon leur nombre et leur type.

Les PME ont beaucoup trop longtemps rejeté cette idéologie de révolution culturelle, civilisationnelle, économique et sociale menée par une classe supérieure mondiale, la qualifiant de «folie écologique», et n'a pas pris ses missionnaires au sérieux. Mais depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Allemagne et

qu'ils ont pu occuper les postes politiques décisionnels, la révolution verte devient soudain une réalité par la régulation forcée de notre culture (genre), de notre civilisation (voiture, chauffage), de notre société (confinement) et de notre économie (écologie au lieu d'économie).

## Buts et préoccupations collectifs

Au niveau international, et malheureusement aussi en Allemagne désormais, il ne s'agit plus de liberté individuelle, de justice, de propriété et de prospérité, mais de contraintes collectives telles que la correction du climat, la société multiculturelle, la disparition des espèces et même la fin du monde, qui, puisqu'elles ne sont pas dans l'intérêt des citoyens individuels, doivent être formulées, régulées et dictées par l'Etat central.

Autrefois, les postes de fonctionnaires ou de ministres étaient réservés à celles et ceux qui disposaient d'une formation adéquate et qui étaient performants. Depuis 2021, 10 000 personnes sans formation et sans connaissances spécialisées sont devenues fonctionnaires, et certaines même ministres suite à

un décrochage universitaire, car il ne s'agit plus aujourd'hui du bien-être économique, de la liberté et de la justice pour chaque citoyen, mais d'imposer une idéologie.

Sur le plan économique, l'économie de marché, synonyme de liberté individuelle, de responsabilité personnelle, de gains personnels et de propriété nous a apporté pendant 70 ans la plus grande prospérité que l'Allemagne ait jamais connue. Aujourd'hui, notre gouvernement passe à nouveau de l'économie de marché à une économie centralisée, tente de réglementer la production jusqu'aux entrepreneurs individuels, d'interdire la production ou la consommation, de limiter la liberté d'action de nos entrepreneurs par des lois de plus en plus nombreuses et spécifiques, de sorte que le plus gros problème de nos PME est désormais la bureaucratie, le remplacement de la garantie juridique de la propriété inscrite dans la Loi fondamentale (art. 14 GG) par l'expropriation économique (diktat du chauffage, restrictions d'utilisation pour l'agriculture, bridage technique de la voiture, arbitraire énergétique et autres).

## Ce que fait l'Etat concerne aussi les PME

Pour la première fois, les PME se rendent compte que leur succès individuel, qu'elles n'attribuaient généralement qu'à elles-mêmes, est aussi largement lié aux conditions publiques, plus ou moins favorables à l'économie (conditions de production). Dans les conditions économiques favorables des dernières décennies, même les entrepreneurs médiocres pouvaient réussir. Avec les nouvelles conditions économiques vertes, néfastes pour l'économie, plus d'un million d'entrepreneurs, même efficaces, disparaîtront à moyen terme. Même le meilleur entrepreneur n'a aucune chance de survivre face aux réglementations contraignantes, aux interdictions et aux restrictions bureaucratiques. Sans liberté d'action entrepreneuriale, sans garantie de propriété d'un bénéfice et sous les contraintes de plus en plus fortes de conditions étrangères à l'économie et d'expropriations économiques, les activités économiques en Allemagne sont non seulement de moins en moins rentables, mais deviennent de moins en moins possibles. Le moral des PME n'a jamais été aussi bas qu'actuellement.

## «Conséquences d'une économie ...» suite de la page 5

base de la division du travail. Les chaînes de production sont souvent très longues, s'étendant sur de nombreux pays et continents. Si un maillon se rompt, c'est toute la chaîne logistique qui ne fonctionne plus, comme nous l'avons appris, à nos dépens, pendant les «lockdowns». Où sont les facteurs intrinsèques qui font fonctionner les chaînes logistiques à grande et à petite échelle garantissant que tous les acteurs respectent les règles, que les délais de livraison et les critères de qualité soient respectés?

Moins les personnes impliquées dans le processus économique respectent l'éthique et la morale, plus les coûts des transactions augmentent. Une telle évolution fait renchérir la production et la distribution des biens et des services. Plus les normes morales sont basses, plus les fraudes sont nombreuses. Opérations *Cum-Ex*, scandale du diesel, *Wiercard*, viande avariée, fraude à l'assurance, vin au glycol, évasion fiscale, fraude financière, réduction dissimulée de la durée de vie des produits, etc: la liste des petites et grandes fraudes, escroqueries et surenchères dans le quotidien économique est longue et ne cesse de s'allonger. Selon mes estimations, la criminalité économique, la malhonnêteté et la surenchère dans la vie éco-

nomique sont en nette augmentation depuis des décennies et continueront à augmenter, en termes absolus et relatives.

Comment ce déclin se manifeste-t-il concrètement dans notre vie? Prenons un exemple: Si la criminalité augmente en raison de la baisse des normes morales, nous avons besoin de plus en plus d'agents de police, de personnel de sécurité et de gardiens, de personnes qui fabriquent des caméras de surveillance et d'autres objets de sécurité comme des serrures, des verrous, des logiciels de sécurité, des armes, des appareils de protection et de défense ou des objets de défense. Il faudra également davantage d'avocats, de juges et de prisons. L'augmentation des prestations de ces personnes augmente certes le PIB, mais pas la prospérité réelle. Au contraire, lorsque la criminalité et la surveillance augmentent, les gens se sentent moins bien que lorsque les crimes étaient rares ou inexistantes et que le PIB était plus bas.

Une telle augmentation du PIB ne se traduit pas par une amélioration réelle de la vie des gens. On ne fait que «réparer», on essaie de rétablir l'état de sécurité et de confiance qui existait avant la montée de la criminalité, ou du moins de ne pas le laisser se dégrader davantage. En économie, on nomme ce type de biens ceux «regrettables».

Si l'on veut maintenir la production malgré la baisse des normes morales, il faut des règles, des contrôles, une bureaucratie et des

instruments ou du personnel d'application de plus en plus stricts, comme des surveillants, des caméras de surveillance, un contrôle de gestion, des avocats, des tribunaux et la police. Tout cela entraîne une augmentation des coûts de production. Plus les normes éthiques sont basses, plus il est coûteux de produire, plus il faut investir de ressources, de capital, d'esprit humain, d'énergie et de force vitale dans l'administration, le contrôle, la surveillance et la bureaucratie plutôt que dans des activités productives.

En bref, plus l'égoïsme règne dans la vie économique et dans la société en général, plus la production de biens et de services devient difficile et improductive. Si les normes morales continuent de baisser, ce qui attend les économies européennes à moyen terme se montrera sous un jour impitoyablement cru, des scénarios semblables à la machination de la mafia en Sicile ou de leurs homologues dans certains bidonvilles en Amérique du Sud. Lorsque les éléments clés de la moralité et de la décence sont détruits, les systèmes mafieux et autres bandes criminelles organisées fêtent leur éclosion. Dans certaines favelas d'Amérique du Sud, seule la loi du plus fort compte, c'est l'égoïsme pur et simple ou l'égoïsme de groupe, l'égoïsme de gang, extrêmement nuisible. A Rio de Janeiro par exemple, environ un quart du territoire, soit deux millions de personnes, est sous le contrôle de

telles structures de gangs. Il règne alors un système de peur et de chantage.

Outre les ravages sociaux et psychologiques qui découlent de telles structures effrayantes, elles annihilent toute forme d'économie raisonnée. Dans de telles conditions, la vie économique ne peut plus produire que ce qui est nécessaire à la survie. Une fois arrivé là, toute espérance de croissance ou même de prospérité s'évanouit.

Croire que l'on peut compenser la baisse des normes éthiques qui s'est installée dans notre for intérieur par des lois et des règles du jeu strictes en les imposant à l'aide de mesures de contrainte extérieure serait une grave erreur. C'est précisément l'application de règles par des contraintes extérieures, imposées au travers des menaces de sanctions, etc. qui mène à l'augmentation des contrôles, de la surveillance et de la bureaucratie décrite ci-dessus et qui ne crée pas de prospérité mais fait perpétuellement absorber le surplus de ressources à caractère improductif.

Si l'Europe est en baisse sur le plan moral, le niveau de vie réel de la majorité des gens baissera également. Je suis persuadé qu'au cours des prochaines décennies, nous nous trouvons sur cette voie pernicieuse en Europe et que notre prospérité connaîtra un déclin plutôt qu'une amélioration.

(Traduction *Horizons et débats*)

## Daniel Ellsberg et les «Pentagon Papers»

ef. Daniel Ellsberg, né le 17 avril 1931 à Chicago, a grandi à Détroit. Il a étudié l'économie à l'université de Harvard (1952) et au King's College de l'université de Cambridge. De 1954 à 1957, il a servi comme officier dans le corps des Marines américains. De 1957 à 1959, Fellow à Harvard, il y a obtenu son doctorat (Ph. D.) en 1962 avec une thèse sur «Risk, Ambiguity and Decision» (Risque, ambiguïté et décision). En 1959, il a occupé un poste d'analyste à la RAND Corporation – travaillant pour le compte du Pentagone – ensuite, à partir de 1964, Ellsberg a travaillé au Pentagone sous la direction du ministre de la Défense Robert McNamara.

De 1965 à 1967, Ellsberg a passé deux ans au Vietnam. C'est là qu'il a compris que les Etats-Unis ne pouvaient pas gagner la guerre du Vietnam. Presque tout le monde au Pentagone le savait, mais pour des raisons de carrière et de politique, personne ne voulait l'admettre publiquement. Contre toute attente, l'Etat-Major de McNamara affirmait dans ses communications officielles à la presse que la guerre du Vietnam se terminerai rapidement et sans grandes pertes, ou bien que les Etats-Unis et le Sud-Vietnam, leur allié, seraient victorieux. En 1967, Ellsberg revint à la RAND Corporation. Durant cette période, il eut accès à des documents classifiés du plus haut niveau de confidentialité du Pentagone. Ces documents, rédigés à la demande du Pentagone, démontraient l'implication des Etats-Unis dans des «sales magouilles» et des actions illégales depuis 1945, sous les présidences de Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon. Ils prouvaient que les présidents américains successifs avai-



Daniel Ellsberg lors d'une conférence de presse à New York en 1972. (photo Bernard Godfryd, WikiCommons)

ent menti au peuple américain et que, contrairement à ce qui avait été déclaré publiquement, les Etats-Unis étaient déjà depuis 1945 impliqués dans la guerre d'Indochine, puis dans celle du Vietnam. Ils avaient mis sur pied des opérations spéciales (sous faux pavillon), diffusé des «fake news» et publié des récits montés de toutes pièces par leurs ministres de la défense respectifs.

En juin 1971, au plus fort de la guerre du Vietnam, Daniel Ellsberg fit parvenir au «New York Times» et au «Washington Post», entre autres, les «Pentagon Papers». Il avait auparavant photocopié 47 classeurs contenant au

total 7000 pages d'enregistrements confidentiels. Après la publication de trois épisodes des «Papers» dans le New York Times, Nixon fit, par ordonnance de référé, interdire d'autres articles de presse. Ellsberg avait remis des documents à 18 autres journaux qui se virent également interdire de publication. Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le gouvernement était parvenu à interdire les reportages d'un journal par décision de justice. Le 30 juin 1971, la Cour suprême des Etats-Unis rendit un arrêt de principe annulant les interdictions de publication, les jugeant non conformes à la Constitution.

Deux jours avant le verdict, le 28 juin 1971, Daniel Ellsberg se présenta au tribunal : «J'ai eu le sentiment qu'en tant que citoyen américain, en tant que citoyen responsable, je ne pouvais plus contribuer à cacher ces informations au peuple américain. Je l'ai clairement fait à mes risques et périls et je suis prêt à assumer toutes les conséquences de cette décision.»

Ellsberg fut inculpé en vertu de l'Espionage Act de 1871 (le même Espionage Act sous lequel est poursuivi Julian Assange) pour espionnage, vol et conspiration, ce qui aurait pu lui valoir 115 ans de prison. Henry Kissinger, à cette époque Conseiller à la sécurité nationale de Nixon, qualifia Ellsberg d'«homme le plus dangereux d'Amérique».

Son procès se déroula en 1973. L'avocat d'Ellsberg réussit à prouver que le gouvernement avait procédé à des écoutes illégales et que l'accusation avait dissimulé des preuves cruciales à la défense. Le procès dura quatre mois et se termina par le rejet de

toutes les accusations. Ellsberg devint alors le lanceur d'alerte le plus célèbre de l'histoire des Etats-Unis. Les Pentagon Papers furent notamment à l'origine de l'amendement du «Freedom of Information Act», qui permet aux civils qui en font la demande de consulter des documents du gouvernement américain.

Après la publication des Pentagon Papers, Ellsberg a poursuivi son engagement politique contre les guerres. Jusqu'à la fin, il a tenu des conférences dans le monde entier, portant notamment sur les agissements du gouvernement américain en Irak, et a publié de nombreux livres.

Il s'est fermement engagé en faveur de la plateforme de dénonciation WikiLeaks. À plusieurs reprises, il a rendu visite à Julian Assange dans son ancien refuge de l'ambassade d'Equateur à Londres. En mars 2023, Daniel Ellsberg a annoncé, tout en remerciant tous ses amis et alliés qui l'avaient soutenu, qu'on lui avait diagnostiqué un cancer du pancréas inopérable et qu'il ne lui restait plus que trois à six mois à vivre. Il a cependant toujours été disponible pour des interviews, des entretiens et des conférences. Il est décédé le 16 juin 2023 à l'âge de 92 ans.

Source: Alfred de Zayas. «Les leçons non tirées des Pentagon Papers». Dans: Horizons et Débats n° 5 du 7/03/23

Arte a diffusé le 21 avril 2010 un documentaire très instructif sur Daniel Ellsberg, qu'on peut regarder sur : <https://www.youtube.com/watch?v=jG7QA0VKMs>

## «Daniel Ellsberg et ...»

suite de la page 6

du Pentagone, le gouvernement fédéral a saisi en 1989 la maison des Kehler à Colrain, une petite ville du nord du Massachusetts. C'est Chris Appy, l'historien de l'UMass spécialiste de la guerre du Viêt Nam, qui m'a raconté cette histoire bien des années après les faits.

## Une soudaine conversion

Cette soirée à Haverford a joué un rôle important dans la décision ultérieure d'Ellsberg de photocopier les Pentagon Papers et, deux ans plus tard, d'en faire ce que nous savons tous. Bien des années plus tard, Ellsberg a raconté son expérience à Marlo Thomas, l'actrice, militante à ses heures. «J'ai quitté l'auditorium et j'ai cherché des toilettes où il n'y ait personne. Là, je me suis assis par terre et j'ai pleuré pendant une heure – en étant carrément en sanglots. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu ce genre de réaction.»

Demandons-nous, à ce stade, qui pleurait sur le carrelage des toilettes publiques à Haverford, et cela pour nous permettre d'appréhender ce moment à sa juste valeur. S'agissait-il du «marine» enthousiaste qu'avait été Ellsberg, du théoricien de guerre de la RAND, du technocrate qui avait fait le tour du carnage au Viêt Nam, de l'analyste du ministère de la Défense? Ou était-ce plutôt le personnage qu'Ellsberg

«Lorsque nous pensons à la place occupée par Ellsberg dans la sphère publique, force est de constater que la publication des Pentagon Papers est la chose la plus importante qu'il ait jamais faite. Mais nous ne devons pas oublier qu'il n'aurait jamais pu le faire s'il n'avait pas d'abord accompli une chose de bien plus importante: s'il n'avait pas changé sa vie – la façon dont il l'a vécue et ce qu'il en faisait.»

sentant naître en lui, pleurant tout ce qu'il avait été et tout ce qu'il avait fait jusqu'à ce moment-là – dans la présomption que le marine et l'analyste se soient dissipés, ce soir-là?

Le récit que donne Ellsberg de cette soirée rappelle celui de Saul sur le chemin de Damas, tel qu'il est relaté dans les Actes des Apôtres (9). Dans les deux cas, il y a eu un effondrement, puis une épiphanie et une brusque conversion. Ensuite, dans les deux cas, tout a changé. Saul est devenu Paul et, quoi que vous en pensez, saint Paul a changé le cours de la civilisation occidentale. Ellsberg, il faut bien le dire, a passé le reste de sa vie à essayer de faire la même chose.

## Etre maître de sa propre vie

Je reviens maintenant sur les propos d'Ellsberg relatés et repris dans sa contribution au livre publié en son honneur par les amis de Gary Snyder. Ce qui l'a le plus marqué lors de sa première rencontre avec le poète, c'est son intuition: Il a vu quelqu'un «qui était maître de sa propre vie, un modèle selon lequel une vie doit être vécue». Pour moi, ce commentaire est fondamental. En effet, il justifie le long trajet d'Ellsberg jusqu'à Nevada City, dix ans plus tard. Et il nous dit ce qui est arrivé plus tard à Ellsberg, au sens le plus large du terme. Lorsque nous pensons à la place occupée par Ellsberg dans la sphère publique, force est de constater que la publication des Pentagon Papers est la

chose la plus importante qu'il ait jamais faite. Mais nous ne devons pas oublier qu'il n'aurait jamais pu le faire s'il n'avait pas d'abord accompli une chose de bien plus importante: s'il n'avait pas changé sa vie – la façon dont il l'a vécue et ce qu'il en faisait.

En d'autres termes, même si sa prise de conscience était loin d'être achevée, sa rencontre fortuite avec un poète de la «génération beat» a largement contribué à la déclencher. Ce «processus de mon éveil de conscience» est l'histoire la plus authentique qu'Ellsberg puisse nous raconter et celle dont nous pouvons tirer des enseignements.

## Vivre sans retour en arrière possible

Comme dans l'histoire de Saint Paul, cet éveil a été à l'origine de tout ce qu'Ellsberg a pu accomplir par la suite, après ce qu'on peut appeler au sens figuré, sa chute de cheval sur le chemin de Damas. C'est cette prise de conscience – concernant essentiellement la différence entre vérité et mensonge – qui lui a permis d'envisager la perspective d'une vie en prison avec un remarquable sang-froid, voire une certaine sérénité. Il savait, au moment où il a été confronté à cette perspective, qu'il n'y aurait plus de retour en arrière possible. Une fois réveillé, on ne peut plus se rendormir, selon le célèbre extrait d'Eschyle:

Parvenir à la connaissance, c'est souffrir:  
Et même dans notre sommeil,

«Autant que possible, j'aimerais qu'on repense et remodèle la conscience collective... Les personnes qui ont déjà opéré cette conversion sont d'une aide précieuse. Dans mon cas, il a été crucial de rencontrer des gens qui partageaient cet état d'esprit, prêts à aller en prison plutôt que de participer à ce qu'ils considéraient comme une guerre injuste. Le courage est contagieux, et le fait d'entrer en contact ou de s'exposer à des personnes qui prennent ces risques est essentiel lorsqu'on désire entreprendre soi-même ce premier pas. «Entreprendre soi-même ce premier pas.»» (Daniel Ellsberg)

La douleur qui ne se laisse pas oublier  
S'écoule goutte à goutte sur notre cœur,  
Et du fond de notre propre désespoir,  
Contre notre volonté,  
Nous atteignons la sagesse  
Par la terrible grâce de Dieu.

Ellsberg l'avait bien compris. Il était tout à fait conscient que s'éveiller signifie souffrir et qu'il avait besoin d'être épaulé par d'autres dans son cheminement vers l'état de conscience. L'extrait d'une interview réalisée en 2006 en dit long:

«Autant que possible, j'aimerais qu'on repense et remodèle la conscience collective... Les personnes qui ont déjà opéré cette conversion sont d'une aide précieuse. Dans mon cas, il a été crucial de rencontrer des gens qui partageaient cet état d'esprit, prêts à aller en prison plutôt que de participer à ce qu'ils considéraient comme une guerre injuste. Le courage est contagieux, et le fait d'entrer en contact ou de s'exposer à des personnes qui prennent ces risques est essentiel lorsqu'on désire entreprendre soi-même ce premier pas.»

«Entreprendre soi-même ce premier pas.» Génial! Tel est le don qu'Ellsberg avait de plus précieux à nous offrir, ce que nous pouvons apprendre de lui et intégrer le plus directement dans notre propre existence. L'histoire d'Ellsberg, celle qu'il a racontée en relatant les incidents mentionnés ici – Kyoto, Nevada City, Haverford – est en partie celle du renoncement. Il a dû renoncer au marine enthousiaste et au stratège militaire accompli. Cela impliquait pour lui de renoncer à toute une conception du monde. Cela l'a amené à pleurer sur le sol des toilettes publiques.

Mais son histoire est aussi celle d'une adhésion, d'une transcendance, d'une maîtrise de soi, d'une vie digne d'être vécue.

La première action consciente d'Ellsberg a été de lever le voile sur l'inutile barbarie de notre aventure au Viêt Nam. Rares sont ceux d'entre nous qui auront un jour l'occasion de réaliser un acte d'une telle envergure. Mais chacun d'entre nous, s'il en a le courage, peut agir pour la cause de l'humanité avec autant de sincérité, de fidélité et de loyauté que l'a fait Ellsberg. Il ne faut pas se faire d'illusions: la plupart d'entre nous préfèrent la léthargie irresponsable. Mais pour ceux qui le veulent, il est possible de choisir de se réveiller. Nous pouvons assumer les contraintes qu'a toujours impliquées la connaissance, comme Dan Ellsberg nous l'a montré tout au long de sa propre existence.

Source: <https://scheerpost.com/2023/06/27/patrick-lawrence-ellsberg-and-the-process-of-my-awakening/> et <https://thescrum.substack.com> du 1/07/23

(Traduction Horizons et débats)

## JOURNALISTS AND THEIR SHADOWS



Patrick Lawrence

ISBN 978-1-949762-78-5  
Clarity Press

# La gratitude – vraie source du bonheur

«Ce ne sont pas les gens heureux qui sont reconnaissants, ce sont les gens reconnaissants qui sont heureux»

par Moritz Nestor

hd. L'assemblée générale de la Société Hippocratique Suisse, qui s'est déroulée le 29 juin 2023 à Zurich, a organisé la participation du public à une table ronde consacrée à la conception de la profession de médecin et des soins infirmiers. Le texte publié ci-dessous est la version abrégée de l'intervention de l'auteur.

En quoi consiste la valeur des professions médicales et du personnel des soins médicaux? J'aimerais attirer votre attention sur quelques points essentiels basés sur l'exemple de mon père, plus précisément sur la gratitude qu'il a éprouvée envers l'infirmière qui l'a soigné pendant de longs mois à l'hôpital militaire de Görlitz, en 1943. La gratitude pour l'avoir à l'époque sauvé de la mort, profondément ancrée en lui pour le reste de son existence, il me l'a léguée.

Je me suis arrêté sur un mot de Sir Francis Bacon (1561–1626) tout à fait adaptée à ce sujet: «Ce ne sont pas les gens heureux qui sont reconnaissants. Ce sont les gens reconnaissants qui sont heureux.» Voilà qui a de quoi irriter l'homme moderne qui aura plutôt tendance à en renverser le sens. Il me semble souvent que nous avons, de nos jours, pratiquement perdu le sens profond de ce qu'est la gratitude, de ce que signifie la reconnaissance envers un être humain.

En 1943, mon père, ayant survécu à grand peine à un transfert de blessés de plus de trois mille kilomètres, aboutit enfin dans cet hôpital de réserve de Görlitz où il devait rester plus de six mois, jusqu'à ce que soient guéries ses graves engelures et la balle qu'il avait reçue dans la tête. C'est là qu'on lui annonça le décès d'Otto, son meilleur ami, «tombé sur le Front de l'Est». En 1935, tous deux avaient fait partie d'une classe de vingt brillants bacheliers dont il ne restait plus que dix en 1945.

Sur la seule photo qui reste de l'époque de l'hôpital militaire, on voit mon grand-père rayonnant et, à son bras, sœur Hilde, l'infirmière qui avait soigné mon père. L'aumônier du poste militaire de Görlitz, le pasteur Heuser, lui rendait régulièrement visite et lui avait offert une édition du *Nouveau Testament* dont les dimensions s'adaptaient à la poche de poitrine d'un veston d'uniforme. Ce petit livre, selon l'annotation reportée de sa propre main, mon père l'avait fait relier en 1974 car trop souvent consulté, il s'était rapidement désintégré – notamment les versets consacrés à la résistance «aux œuvres sataniques». Ceux qui ont littéralement «transporté» mon père au travers de cette épouvantable période, ce sont ses parents, le pasteur Heuser – et «Sœur Hilde»?

Mon père avait été élevé dans un esprit de profonde reconnaissance envers ses parents et les personnes âgées, dans l'attitude que montrent les enfants envers ceux à qui ils doivent tout ce qui les fait vivre. Mais, vivant au temps du national-socialisme, cela avait fait de lui l'adolescent-type de cette triste époque, à peine adulte et déjà donneur de leçons aux «vieux» en glosant sur les «temps nouveaux».

Le 6 janvier 1943, un obus russe réduisit pratiquement à néant ce fier lieutenant avec une violence implacable, dans un cratère au nord-ouest de Stalingrad. Lorsqu'il reprit conscience en réalisant progressivement l'existence de forces qui peuvent brusquement vous anéantir, la honte s'empara de lui. Car la première chose qui lui vint à l'esprit en émergeant peu à peu, ce fut le souvenir d'un vieux cordonnier qu'il avait – lui, jeune SA fraîchement émoulu – rabroué, une dizaine d'années plus tôt en lui lançant: «Eh, vieux schnock, Jésus n'a jamais existé.» A quoi le vieux lui avait alors répondu avec un sourire gêné: «Attention jeune homme! Attendez un peu, un jour Dieu vous touchera, juste comme ça, avec le petit doigt, vous vous retrouverez par terre et là, vous vous rendrez compte que c'est Dieu!». Mais tout ce que mon père a pensé, alors, c'était «Ah, le vieux, quel crétin!». C'est comme ça qu'on pense quand on a dix-huit ans. Et puis il avait complètement oublié le vieux cordonnier qu'il se remémorait à présent, rempli de honte, ayant enfin appris le commandement divin selon lequel il faut honorer la vieillesse. «Peut-être que je rentrerai tout de même chez moi sain et sauf; maintenant qu'il ma touché, je sais que Dieu existe», balbutia-t-il. Et on



Hôpital militaire de Görlitz, Pentecôte 1943  
(photo mise à disposition par l'auteur)

l'avait ramené en effet chez lui, aussi désarmé qu'un petit enfant – au travers du désert enneigé de la retraite en plein hiver russe, sur un traîneau tiré par des chevaux, dans un véhicule sanitaire, dans un fourgon de marchandises, sur plus de trois mille kilomètres.

La honte a fait de mon père un pécheur repent qui a peu à peu entrepris d'émerger de ce bourbier et à se battre pour se dégager de ce qu'il voulait laisser derrière lui. En 1948, il écrit à son amour, ma future mère: «Jadis, je voulais conquérir la gloire et la prendre d'assaut. Maintenant, je souris du petit imbécile vaniteux qui sommeille en moi et je serais heureux qu'il ne me soit donné qu'une petite colline où construire ma maison pour agir en faveur de ceux qui sont plus bas, tournant mes regards vers le ciel pour y trouver mon orientation». Bien mieux que les suffisants, mon père m'a donc appris à juger des bons et mauvais côtés qui façonnent nos vies.

Je ne sais vraiment pas comment mon père l'a retrouvée, après la fin de cette maudite guerre, mais aussi longtemps qu'elle a vécu, sœur Hilde est venue régulièrement nous rendre visite dans la famille – la dernière fois elle avait les cheveux en blanc de neige et le dos courbé. Mon père avait tenu cette relation en haute estime et lui a, toute sa vie, gardé une profonde reconnaissance. Après la guerre, alors qu'il était devenu professeur de lycée en mathématiques et physique, sœur Hilde venait sur sa demande le voir en classe où elle racontait aux enfants ébahis ce qu'avait été la vie en 1943, en pleine guerre, en quel état il avait gagné sa station sanitaire, gravement blessé et à moitié mort.

En sa présence, lui qui s'emportait facilement devenait tout autre. Il continuait à l'appeler «Sœur Hilde», sur un ton cordial, tandis qu'elle s'adressait à lui d'un ton un peu rude quoique toujours plaisant: «Comment ça va, Nestor?». Lorsqu'elle mourut, à plus de quatre-vingts ans, elle laissa derrière elle une canne noire à manche d'argent, qui lui servait à se déplacer les dernières années et que mon père gardait comme un souvenir particulièrement précieux. «Sœur Hilde» avait été en effet sa sœur dans les moments les plus difficiles de sa vie.

Pendant près de trente ans, jusqu'au décès de sœur Hilde au début des années 70, elle, l'ancienne infirmière de l'hôpital militaire de Görlitz, est restée liée par un contrat invisible et non-écrit à ce lieutenant dont on l'avait gratifiée dans son «tombeau à matelas», comme il disait, en cette fatidique année 1943. Et tout cela, comme tout véritable don, s'est

fait de plein gré. Car on ne peut être vraiment reconnaissant que de son plein gré. Entre eux, le contrat était basé sur la fidélité qui résulte essentiellement de ce genre de liens humains.

Jamais ils ne se tutoyaient, ils en sont toujours restés au «vous». Mais par leur profond respect mutuel, ils abordaient, au-delà et plus profondément que ne pourrait le faire le tutoiement, à cette humanité première qui rend éternelles les professions de santé et du domaine médical.

Mon père, lui, en est en effet resté éternellement reconnaissant. Aussi longtemps qu'elle a vécu, mais également après sa mort – jusqu'à ce que lui aussi, en 1980, s'éteigne. Ce lien de fidélité a donc duré près d'un demi-siècle.

Je viens d'employer le terme «éternel». Il en est des métiers comme de la mode: ça vient et ça s'en va. Par contre, les professions de soins et de santé sont des professions à dimension éternelle. Éternelle. Car c'est de toute éternité que nous autres humains puissions tomber malades, passer par des moments de souffrance morale, avoir besoin d'aide. Être soigné, guérir, ce ne sont pas des choses éphémères, il s'agit d'une tout autre catégorie que les peuples et les cultures qui s'élèvent, puis disparaissent dans l'histoire de l'humanité.

Autrefois, on s'adressait aux infirmières par «Sœur», honorant ainsi la dimension humaine irremplaçable et innée des soins prodigués aux malades. Tout le monde peut vider les pots de chambre et apporter des repas. Mais soigner, c'est bien plus. Soigner n'est pas une technique. Il est impossible d'appliquer plus d'efficacité à soigner, plus de rapidité, à rationaliser les soins ou à en programmer le déroulement. Et insister pour en améliorer «le rendement», c'est négliger la souffrance qui en résulte.

Dans toutes les civilisations avancées, la capacité de la femme à donner la vie faisait partie de sa dignité propre qui n'appartenait qu'à elle. C'est un peu grâce à cette dignité que les femmes sont devenues les infirmières des malades, leurs «sœurs». Pourquoi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les femmes, en se mettant au service de vie, ont-elles commencé à sauver et à soigner les malades et les blessés dans les guerres menées par les hommes? Le fait que les femmes, en tant qu'infirmières et ainsi «sœurs», n'étaient pas au service de la guerre, mais de la vie, alluminant une lumière humaine sur les visages de leurs maris souffrants et leur redonnant un peu d'espoir: on peut donc, en toute évidence, faire autre chose que tuer. C'est ce qu'a fait sœur Hilde en 1943.

L'esprit de gratitude qui a fleuri chez mon père lorsque sa vie a été sauvée en 1943, a ral-

lumé dans son for intérieur cette «compassion particulière de la relation humaine qui naît de la conscience de l'obligation» (Bollnow I, p. 130). Cette chaleur venue du cœur qui, comme une petite plante printanière précoce, a fait fondre la couche de neige et de glace que le national-socialisme avait répandu sur les âmes. Cette gratitude – celle de mon père envers Sœur Hilde – se distingue de toutes les autres formes liées au principe du donner et recevoir par le fait que là où elle est, «on n'échange pas directement une prestation contre une autre, plutôt, sous une forme imprévisible et donc en principe impossible à régler de manière contractuelle, une prestation donnée volontairement et sans droit à contrepartie engendre chez celui qui la reçoit la disposition à répondre, dans un futur éventuel, par une prestation volontaire issue de lui et ne pouvant être obtenue par aucune contrainte contractuelle. C'est précisément dans cette manière volontaire et dépassant tous les accords, explicites ou tacites, que réside la dignité particulière de la relation humaine caractérisée par la gratitude.» (Bollnow, p. 130)

Dans un esprit de gratitude, nous ne percevons pas, dans un de nos semblables qui nous fait un cadeau, le moyen de parvenir à une fin, mais nous ressentons combien une relation humaine digne, parce que dégagée des contingences, est chaleureuse et donne la vie – justement par ce qu'elle nous est offerte volontairement et dépasse infiniment toute finalité rationnelle de transaction. Car le fait d'être présent l'un pour l'autre est un cadeau «que l'on reçoit sans le mériter. C'est en cela que le don se distingue de ce que l'on acquiert par le mérite ou que l'on achète en payant, voire que l'on impose par la force brute.» (Bollnow, p. 131)

Le médecin, n'est-il pas lui aussi – à l'instar de sœur Hilde – en dernier ressort un donneur? Ne fait-il pas constamment don de lui-même et de son savoir-faire? En est-il conscient? C'est la nature qui guérit, soit. Mais lui, il dispose de capacités et d'un savoir qu'il sait appliquer au cas individuel, capable – du moins nous l'espérons – d'éviter les dommages et réveiller les forces vitales, afin que la nature puisse à nouveau déployer ses forces de guérison.

Mais dans tout cela, c'est toujours lui qui compte le plus. Tout processus de guérison s'ouvre sur sa question compatissante: «Comment allez-vous? De quelles affections souffrez-vous?» Et il se termine par le regard chaleureux d'un patient tout juste réveillé de son opération disant: «Merci, docteur, de m'avoir vu comme un être humain dans son ensemble et pas seulement comme le porteur d'un organe en panne!»

On ne réclame pas un cadeau. Il nous tombe dessus sans que nous ayons «pris les devants». A la maturité, on sait «que les êtres humains sont fondamentalement incapables à vivre par leurs propres moyens, mais qu'au contraire il faut toujours leur offrir ce qu'il y a de meilleur». (Bollnow, p. 136 et suivantes)

Avant de pouvoir vivre de manière autonome, nous autres humains ne sommes, pendant les longues années de l'enfance et de l'adolescence, que les produits de notre culture, personnifiée notamment dans nos parents et nos enseignants grâce auxquels nous recevons nos acquis culturels en cadeau. Mais le premier cadeau de notre vie est l'amour maternel.

Sans que l'enfant ait rien anticipé, ce qui nous semblerait absurde, elle offre son amour inconditionnel à cette vie débutante – et cet amour ne connaît aucune contrainte. Et le nouveau-né, qui recherche activement les relations humaines, commence à se reconnaître dans l'amour de sa mère: On m'aime, donc je suis important. Et en pleine reconnaissance, il tend ses petits bras vers cette source de vie. Le moi de l'enfant qui se crée s'oriente avec gratitude vers le toi adulte, tout en grandissant. Cet amour pour la mère est le point de départ de toute éthique – y compris celle des professions de soins et des professions médicales, de la médecine tout court. Si on ôte à ce métier essentiellement humain ce fondement éthique, on le prive également de sa mission. Ses dons se flétriront pour ne laisser qu'une médecine sans compassion humaine.

<sup>1</sup> Bollnow, Otto Friedrich. *Neue Geborgenheit. Das Problem einer Überwindung des Existentialismus*. (La nouvelle sécurité. Le problème d'un dépassement de l'existentialisme) Stuttgart 1955

## Devenir compagnon du malade

«La chose suprême que réussit le médecin, dans des moments pourtant rares, il est vrai, c'est lorsqu'il devient, face au malade et son destin, son compagnon: raisonnement humain face à un autre raisonnement humain, personne face à une autre personne, tout cela dans les limites imprévisibles de cette amitié naissante entre le médecin et le malade. [...] On peut alors se demander si la personnalité du médecin ne devient pas elle-même, de façon légitime, une force de guérison, sans pour autant devenir un magicien ou un sauveur, sans qu'il y ait suggestion ni quelconque autre tromperie. Se trouvant en présence d'une personne à caractère fort, ayant la volonté d'aider et d'être, dans cette situation, inconditionnellement

disponible pour le malade, n'est pas seulement une expérience infiniment bénéfique pour le malade. C'est bien plus que cela. La présence d'une personne raisonnable, dotée de force mentale et de la persuasion d'un être imperturbablement compatissant, éveille chez autrui, et donc aussi chez le malade, des forces incalculables de confiance, de volonté de vivre, de sincérité, sans qu'aucun mot ne soit prononcé à ce sujet. Ce que l'homme peut être pour l'homme ne se limite pas à des concepts».

Karl Jaspers, dans: *Lindenberg, Wladimir. Schicksalsgefährte sein (Devenir compagnon de l'infortuné) Munich 1985, p. 14.*  
(Traduction Horizons et débats)